

GAZETTE DU GOLFE ET DES BANLIEUES

Nouvelle série

@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@

Numéro 44 -- 25 septembre 2004

>[gazettegb at yahoo.fr](mailto:gazettegb@yahoo.fr)<

><http://ggb.0catch.com><

News in French, Spanish, Italian, Dutch and English

Established 1991 by Serge Thion

@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@

IL FAUDRA DIX ANS POUR CHASSER LES US DE L'IRAK
MAIS NOUS Y ARRIVERONS

LA SEULE VOIE OUVERTE POUR ISRAEL:
LE SUICIDE DE MASSE

QUE VIENNE MASSADA

LIBÉREZ ZACARIAS MOUSSAOUI

US GO HOME

ILS DÉROUILLENT EN IRAQ
ON LEUR AVAIT BIEN DIT!
FALLAIT PAS Y ALLER!

BUSH AL KALB! BUSH AL KALB!

(Le peuple de Bagdad: Bush est un chien!)

**Ce numéro de la Gazette a été réalisé avec les contributions —
volontaires ou involontaires — d'Israël Shamir, Etgar Keret,
Alexandre Jakobson, Moshé Negbi, Naomi Klein, John
Kaminski, Tor Bach, Maria Poumier, Jean-Yves Camus, Olivia
Zémor, et beaucoup d'autres...**

Un Suisse a calculé qu'en 5559 ans, il y a eu 14.513 guerres et 3,5 milliards de morts.

"Combien de temps les Israéliens peuvent-ils envoyer leurs enfants se battre, **avec un réfrigérateur vide?**"

Ouri Ram, professeur de sociologie à Beer Sheba, *Le Monde*, 19 juin 2004.

«Au cours de notre enquête, nous n'avons pas découvert le moindre bout de papier - que ce soit ici, aux États-Unis, ou bien dans la mine de renseignements trouvée en Afghanistan ou n'importe où ailleurs - sur lequel on aurait décelé quoique ce soit ayant un rapport avec la conspiration du 11 septembre 2001.»

Robert Mueller, patron du FBI, le 19 avril 2002

édito

Revenons sur l'Iraq

L'Iraq est une source d'émerveillement. Rarement les événements consentent à prendre le tournure que nous leur prévoyons à ce point-là. Le chaos sanglant qui y prévaut était exactement ce que la simple logique nous permettait de prévoir: ce serait le "bourbier", (*quagmire*) pour reprendre un expression qui avait fait florès aux États-Unis dans les trois-quatre ans qui avaient suivi l'intervention massive des troupes américaines sur le terrain, en 1965. Ce "bourbier" avait été le prélude à la défaite. Une guerre sans victoire est insupportable pour le système, et le budget, américains. En 1975; le feu au cul, ils s'étaient barrés comme des lapins. Pourtant, là, en Mésopotamie, on chercherait en vain les jungles protectrices qui couvraient les Hauts-Plateaux. Le couvert est rare, malgré de belles plantations de dattiers et quelques champs de canne à sucre. Le reste est sablonneux, grillé par un soleil implacable, qui ne fournit aucune cache. Pourtant la résistance surgit de partout et le moral des soldats d'occupation est tombé très bas.

Dès avant l'intervention, pendant qu'elle se préparait, nous avons dit et répété que les Américains avaient tort de vouloir intervenir militairement en Iraq, qu'ils le paieraient très cher et même qu'ils y seraient défaits, procurant au monde un répit d'une génération. Nous n'avons manifestement pas encore assez de lecteurs à Washington et Londres, ou, en tout cas, moins qu'à Paris.

Au moment de l'invasion nous avons titré:

LA TÊTE DANS LE SAC

**ILS N'ONT PAS LES CHEFS
ILS N'ONT PAS LES HOMMES
ILS N'ONT PAS LES C....**

**ILS N'ONT PAS LES SOUS
ILS N'ONT PAS D'ALLIÉS
ILS N'ONT MÊME PAS DE FANTOCHES**

(*Gazette* 19)

Plaisanterie mise à part, les avertissements n'avaient pas manqué. Maintenant que le vent de la défaite commence à se lever, beaucoup de bonnes âmes veulent être enregistrées comme ayant fourni les conseils de prudence élémentaires.

Ce qui frappe en effet, c'est que la cuirasse des néocons est fendue: le doute s'infiltré dans les hautes sphères étatsuniennes. On le voit bien à tout un tas de considérations qui apparaissent dans la presse, surtout celle des milieux d'affaires qui commencent à s'inquiéter du gouffre que représente l'affaire irakienne. On débattrà encore longtemps sur les raisons qui ont poussé l'équipe qui entoure ce président débile à se lancer dans une telle aventure. Le pétrole, sans aucun doute; la protection d'Israël, sans aucun doute non plus; le désir de tester une nouvelle forme d'interventionnisme militaire, rapide et légère, concoctée par les néocons néo-impérialistes, cela est évident aussi. Le débat reste ouvert et il se continue entre nous et avec ceux qui nous sont proches. Dans la réalité, ces considérations ont dû se mélanger. Excluons ces affaires d'Armes de Destruction Massive et cette Guerre Contre le Terrorisme qui n'ont pas la moindre consistance. C'est le mensonge typique, massif, à usage momentané. Les

décideurs le savaient fort bien et ils ont cherché simplement un moyen de "vendre" la guerre à une opinion publique occidentale encore ahurie du 11 septembre, affaire qui n'a pas reçu le moindre début d'explication non plus.

Ce qui a fait la différence entre la promenade militaire prévue et le chaos sanglant, c'est une décision qui n'a jamais été annoncée publiquement, qui n'a jamais fait l'objet d'une réflexion stratégique à l'Ouest, qui a été tenue pour une nouvelle rodomontade, c'est la décision du régime de Saddam Hussein de **résister**, et de résister non pas par le choc frontal, mais par les moyens de la guérilla. Par un mouvement de libération nationale et même nationaliste. Un régime hautement centralisé, autoritaire, souvent qualifié de "prussien", qui se décentralise et se déconcentre complètement, qui se dissout quasiment pour se confondre avec la fine membrure de la société, c'est presque sans précédent. Personne ne l'aurait prédit. Ceci en dit long sur l'incapacité des observateurs, souvent irakiens exilés, entretenus par des gouvernements occidentaux condescendants.

Nous le souhaitions sans trop y croire. Une délégation de la *Gazette* avait visité l'Iraq. Elle avait été impressionnée par la force et le courage indomptable des Irakiens qui sont encore, pour beaucoup d'entre eux, des guerriers. L'expérience des huit ans de guerre avec l'Iran et des bombardements américains incessants en avaient fait une population mieux préparée à la guerre qu'aucune autre, dans notre passé récent, Palestiniens exceptés. Surtout, nous avons visité Nadjaf et Kerbela, au moment des grands pèlerinages. Car contrairement à ce qu'une presse couchée au lit avec l'armée américaine, a pu raconter, les grands pèlerinages existaient sous Saddam. Sous surveillance, évidemment. Lourdes aussi est surveillé par la police!

Nous avons processionné avec la foule compacte des fidèles. Nous sommes entrés dans les mosquées saintes. Nous sommes entrés dans le cercle mystique autour des tombeaux des imams, d'Ali, assassiné tout près, à Koufa, de son fils et des autres. On dit que cette visite est interdite aux infidèles mais les gens de la *Gazette* étaient de plain pied avec la foule des croyants, des gens simples et honnêtes. La main sur la cage métallique qui entoure et protège les cénotaphes, nous avons ressenti la prodigieuse énergie qui en émane. L'émotion indicible, la ferveur tendue comme un arc, le sacrifice absolu de ceux qui sont là, en dévotion, en transe, en pâmoison, donnait à penser qu'il y avait là le moteur d'une force irrésistible, que les misérables canons des capitalistes américains ne pourraient pas écraser facilement. Deux ans et demi plus tard, les canons américains sont effectivement entrés dans Nadjaf pour supprimer cette force qui les repousse, comme un magnétisme négatif. Ils ont approché les mosquées mais n'ont pas osé y pénétrer, par peur d'une explosion quasiment atomique.

C'est que cette force, et il n'est nul besoin d'être croyant pour constater et mesurer son extraordinaire dimension, se traduit de mille façons. Les Américains, vomis par le temple du matérialisme, enfantés par l'accouplement monstrueux de Wall Street et du fondamentalisme néo-chrétien, ont été tenus à distance des mosquées saintes, qui sont d'énormes génératrices d'énergie morale et politique. L'Armée du Mahdi, une bande de loqueteux affamés, en était une composante. La Marja'a sous le contrôle du rusé et richissime Sistani en est une autre. Et il existe encore beaucoup d'autres composantes qui puisent leur énergie facilement renouvelable dans ces tombeaux qui concentrent et symbolisent la somme des souffrances de l'humanité, celle en particulier du shi'isme duodécimain qui se manifeste par un calendrier rituel violent, un théâtre dramatique et des torrents de larmes de sang, versés annuellement en souvenir du drame fondateur et des horreurs de la condition humaine.

Les Irakiens, même les sunnites qui ne pratiquent pas ces paroxysmes, sont empreints de ce sens de la douleur, du sacrifice tout autant que de la compassion et de l'hospitalité qui sacralisent les hommes et la vie sociale. Autrement dit, ils ont à leur disposition, dans leur culture, tous les éléments pour la résistance à l'invasion par les mécréants et pour le sacrifice individuel. On les voit à l'œuvre aussi bien à Fallouja, du bastion sunnite, qu'à Nadjaf, cœur battant du shi'isme.

Mais ce qui nous est apparu tout aussi clairement, en quittant l'Iraq, un an avant l'entrée des Yankees, c'était que cette résistance n'était pas inéluctable. Les gens étaient épuisés par dix ans d'embargo et par vingt ans de Saddam. Ils n'aspiraient qu'à une vie plus tranquille, à faire reculer les pénuries, à avoir accès aux biens de consommation ordinaires et à manger tranquillement le *mesgouf* en famille, les jours de congé, dans les petits restaurants qui bordent le Tigre, avec ses couchers de soleil somptueux et ses petites ondes de fraîcheur vespérale. On sait bien vivre en Mésopotamie, après 5000 ans de civilisation raffinée. La seule chose qui n'a jamais traversé l'esprit d'un Irakien est qu'il aurait quelque chose à apprendre de l'Amérique. En revanche, les Irakiens étaient unanimes, gens du régime compris, à souhaiter avoir des

dollars. Ces vingt années de guerre avaient provoqué une soif inextinguible du billet vert, qui permettait tout, et même de voyager à l'étranger, malgré les restrictions que leur ingéniosité n'avait pas de mal à contourner. Les dollars, c'était le point faible du régime, qui n'en manquait certes pas, avec les petits trafics du pétrole, mais qui ne pouvait pas les donner à tout le monde, comme il distribuait la nourriture, et à la fin, les armes.

Si les Américains, au lieu d'envoyer leurs armées de bombardeurs massacreurs, avaient envoyé, pour le quart de la somme dépensée avec les troupes, une troupe de voyageurs de commerce qui se seraient ouvert un chemin en le couvrant de billets verts, ils eussent été accueillis avec des roses comme de vrais libérateurs. C'est cette pensée qui nous chagrinaient en quittant l'énorme grouillement de Baghdad. Si les Américains étaient intelligents, et s'ils tiraient les ultimes leçons du Viêt-Nam, où le dollar a fini par gagner la guerre que les GI's avaient perdu, quinze ans après, ils jetteraient sur le pays de paquets de dollars au lieu de bombes. Et ça leur coûterait beaucoup moins cher. Avec les dollars, les gens pouvaient se passer de Saddam Hussein, qui en était jusque là le seul dispensateur, distribuant faveurs et châtiments. Son règne serait fini!

Évidemment, tabler sur l'intelligence des Américains est une illusion vaporeuse. Il n'y avait rien à craindre. Ils sont venus, ils ont tout cassé, ils ont chassé tous les gens qui étaient prêts à collaborer avec eux contre espèces sonnantes et trébuchantes. Ils ont même provisionné des comptes énormes, près de vingt milliards de dollars, pour la "reconstruction" (il n'y avait nul besoin de "reconstruction", à part les bâtiments détruits par l'offensive, car l'Iraq était très bien pourvu en infrastructures, payées par la pétrole). Et ces idiots n'ont même pas été capable de les déboursier.

Ce n'est pas seulement à cause de l'insécurité. La raison en est plus profonde et nous sommes redevables à la Canadienne Naomi Klein d'avoir mis le doigt dessus. **Voir ci-dessous son article paru dans Harper's de septembre 2004.** Elle explique qu'il y avait, pour l'avenir de l'Iraq sous la botte américaine, le choix entre une version "opportuniste", modérée, qui bricolerait un régime ami fournisseur de bases pour les armées américaines, et une version idéologiquement dure, néoconne, qui voulait l'installation immédiate d'un régime ultra-libéral, l'abolition des frontières et des douanes et surtout la privatisation de l'énorme secteur industriel de l'État irakien, qui, maintenu tel quel, concurrencerait les grandes firmes américaines gavées de subventions US. Elle décrit le malheureux Bremer aux prises avec ce qui lui imposaient les limites du régime d'occupation, auquel les conventions internationales interdisent à l'occupant de vendre les biens de l'État occupé. Elle décrit les contorsions légales du malheureux Bremer, coincé entre les exigences électorales de son patron et le refus des autorités shi'ites (voir plus haut) d'entériner une constitution transitoire bidon qui aurait permis de vendre les industries irakiennes. Elle décrit aussi la lutte des travailleurs de ces industries qui refusent de les voir bradées et de perdre leur emploi. Elle montre que les cadres trop complaisants avec les vues américaines se font flinguer au coin du bois. En bref, elle montre, elle aussi, que les Américains auraient pu trouver des alliés dans l'administration et les classes dirigeantes irakienne, s'ils avaient su huiler les mécanismes économiques et financiers, et qu'au lieu de cela, ils ont torpillé eux-mêmes leur entreprise par rigidité idéologique et connerie congénitale. L'Amérique est l'Amérique et c'est la peste noire de notre temps. Mais partie comme elle est, animée par des polpotistes du grand capital imperméables à toute réalité, on voit bien que sa chute est inéluctable. Le vaste monde réel se vengera, et nous vengera.

Maintenant, il reste la cuisine, les détails. Ces affaires d'otages. Certes, la résistance irakienne n'a pas d'unité organique, n'a pas de coordination ni de centre de décision. On voit apparaître toutes sortes de groupes et on assiste à toutes sortes de spéculations sur l'alchimie de ce mélange, les rapports supputés entre telles et telles obédiences et mouvances. Une vraie salade russe; ceux qui ont parlé de libanisation n'ont pas tort. Mais dans ce vaste chaos, il faut faire aussi une place à ces messieurs des services spéciaux, ou des officines officieuses et privées, formées d'anciens de ces services. Les enlèvements de personnages qui sont clairement identifiés comme ne faisant pas partie de l'appareil néocolonial (l'ONU, on pouvait douter, mais les ONG humanitaires ou même les journalistes français) donnent à penser qu'il y a un acteur nouveau mais peu identifié dans le jeu de ces bandes armées. Quand ils ont saisi les deux Italiennes, les gangsters ont exhibé des papiers des services secrets du nouveau "gouvernement" Alaoui. Ils étaient équipés d'armes américaines flambant neuves et de gros 4x4 neufs. Le fait que les Allemands et les Français aient refusé, fin août, la venue prévue chez eux du pseudo-chef de l'État irakien, en dit assez long sur les soupçons qui pèsent sur cette équipe directement issue de la CIA et des services anglais. Nos amis italiens ont prononcé le mot

"contras" par référence aux bandes armées équipées par le gouvernement Reagan pour renverser le gouvernement sandiniste au Nicaragua. Il serait impensable que les services américains et israéliens ne cherchent pas à s'infiltrer et à jouer leur jeu.

Il y a probablement dans les actions de la "résistance irakienne", prise globalement, des actes qui ne sont pas de son fait et ne relèvent pas de ses objectifs qui sont le départ des colonialistes armés et l'instauration d'un régime irakien national. Nous soutenons évidemment ces objectifs et nous finirons par les imposer. Dans cette affaire, pour la résistance irakienne et pour nous qui la soutenons, le temps ne compte pas.

24 septembre 2004
ST

Voir «I Contras in Iraq -- con la resistenza irachena! contro il terrorismo americano! Comunicato sul rapimento di Simona Torretta e Simona Pari», du 8 septembre, visible dans notre mensuel en italien, *Il resto del ciclo*, d'octobre 2004:

< <http://aaargh-international.org/ital/ital.html> >

Voir aussi l'analyse de nos voisins et amis islamistes radicaux de "La Voix des Opprimés":

< <http://news.stcom.net/modules.php?name=News&file=article&sid=1006> >

1 - La Palestine martyrisée par les sauvages

GRÈVE

Les 146 revendications des prisonniers palestiniens en grève de la faim depuis le 15 août 2004

Voir la liste complète des 146 revendications présentées par la Direction Unifiée de la Grève de la Faim au Service Israélien des Prisons [Israeli Prisons Services - IPS] dès le démarrage de la grève de la faim. Ces revendications permettent de se faire une idée précise et détaillée des conditions d'incarcération dans les prisons et camps israéliens. Il faut les diffuser le plus largement possible!

< http://www.addameer.org/hunger_strike/demands.html >

Traduit de l'anglais par MC pour <http://quibla.net>

ARACHNÉEN

La toile d'araignée

par Israël Shamir

[Pendant que Noam Chomsky glose sur le sort des Sudètes, la Wehrmacht défile sur les Champs Élysées. Ce n'est ni Ariel, ni Maale Adumim qui sont menacées: c'est Téhéran, et Paris!]

Un nouveau débat, sur l'avenir de la Palestine, fait rage sur le Web. Notre estimé ami Noam Chomsky a répliqué¹ à Noah Cohen, qui avait qualifié sa position «modérée» sur la Palestine d'«apologie de l'injustice»², s'attirant à son tour une réponse de Steve Kowitz Weigh³.

¹ < <http://www.zmag.org/content/showarticle.cfm?SectionID=22&ItemID=6110> >

² < http://mail.onepalestine.org/mailman/listinfo/staff_onepalestine.org >

³ < http://www.axisoflogic.com/artman/publish/printer_11412.sh12:55:47 >

En résumé: Chomsky propose de démanteler les colonies juives et de créer un État palestinien, tout en maintenant l'État juif dans ses frontières de 1967. Il appelle ça «la seule solution réaliste à la situation présente.»

Nous serions plutôt d'accord avec le jugement de Steve Kowitz-Weigh: «La solution à deux États n'est ni un État, ni une solution: c'est une arnaque». Nous pourrions souligner qu'il n'y a ni force ni volonté politique, en Israël, préconisant le retrait, le démantèlement des colonies de Cisjordanie et de Jérusalem Est, et le transfert de territoires à l'Autorité Nationale Palestinienne. De plus, des développements récents, dont les travaux de construction à l'est de Jérusalem, font de cette éventualité un pur fantasme (voir, par exemple, l'article *Letting Israel Self-Destruct* [Laissons Israël s'autodétruire] par Danny Seidemann, dans le *Washington Post* du vendredi 27 août dernier). Le redéploiement envisagé à Gaza est la meilleure preuve qu'un démantèlement de colonies représente un objectif hors d'atteinte pour un gouvernement israélien quel qu'il soit.

Mais ce débat est spécieux, car le problème, ce n'est pas les colonies, c'est l'esprit. L'ambiance prévalant tant en Israël que dans les communautés juives outre-mer est tout, sauf défaitiste; ce qui est menacé, ce n'est ni Ariel ni Maale Adumim, mais bien Téhéran et Paris! Chomsky glose sur le sort des Sudètes, pendant que la Wehrmacht défile sur les Champs Elysée. Une telle discussion supposerait qu'un Israël battu à plates coutures rechercherait la paix et discuterait des moyens d'aménager cette paix. Mais Israël est loin d'être défait; au contraire, l'État juif - y inclus ses adeptes à l'étranger - a enclenché la surmultipliée. Et les dangers qui nous guettent sont immenses - pour nous tous.

Noam Chomsky s'attèle au problème de la Palestine comme s'il s'agît du Timor occidental ou du Kurdistan oriental. Mais cela n'a rien à voir: les troubles, en Terre sainte, ont le plus souvent une dimension mondiale. Une simple bévue du calife Al-Hakim avait suffi à entraîner la venue des Croisés sur nos côtes. Quand les Turcs ont jugé bon de réorganiser les tours de prières à l'Eglise de la Nativité, cela se termina avec l'attaque de la cavalerie légère à Balaclava. Le bricolage avec les sites sacrés de la Terre sainte a une influence directe sur les esprits des multitudes.

Aussi longtemps qu'existera un État juif en Terre sainte et à Jérusalem, des millions d'ex-chrétiens seront enclins à accepter la narration juive de l'histoire et de la société, y compris la signification théologique de l'Holocauste et de la Réunion des juifs; des millions de juifs suivront leurs dirigeants avec ferveur, et leurs leaders ultra-riches poursuivront l'exécution de leurs plans sionistes démentiels. Cela a des conséquences terrifiantes pour chacun d'entre nous, l'offensive sioniste s'intégrant totalement dans une autre grande offensive, à notre époque: la tentative d'imposer un Totalitarisme consumériste dans le *Meilleur des Mondes* [Brave New World]. Nous dirons que Noam Chomsky est un témoin à charge. Noam Chomsky, dans son ouvrage essentiel *La Manufacture du consentement* (co-écrit avec Ed Herman), a bien décrit la machine de propagande qui crée une vision uniforme et une obtempération «dépassant les rêves les plus fous de Staline». Dans *Le Triangle Fatal*, il a décrit le levier sioniste de cet appareil et la distorsion de la réalité par les médias états-uniens créant un gauchissement pro-israélien dans la conscience collective des Américains.

Il devrait par conséquent être capable de remarquer que c'est bien cette même maladie dont sont atteintes aujourd'hui l'Europe occidentale et orientale, ainsi que la Russie; que le coin sioniste est devenu la pierre angulaire de ce nouvel Ordre Mondial totalitaire qu'il a si bien décrit. Il y a vingt ou trente ans, à l'époque où Chomsky écrivit ces ouvrages, il pouvait contrebalancer les États-Unis par la Grande-Bretagne et l'Europe. Aujourd'hui, ce n'est plus possible.

Dernièrement, en «une» du *Sunday Times*, un gros titre annonçait: «Des kamikazes à Londres», accompagné d'une photo d'un jeune Palestinien en keffieh, assis sous une carte de la Palestine. Probablement, les passants et les lecteurs pressés ont dû en retirer l'impression que des Palestiniens étaient en route pour venir les faire sauter. Une lecture attentive de l'article révélait quelque chose de beaucoup moins alarmant: au cours de leurs fouilles de maison à maison, les équipes anti-terroristes londoniennes avaient débusqué un jeune Palestinien, lequel avait demandé, un an auparavant, le statut de réfugié au ministère de l'Intérieur. Il avait ensuite demandé l'annulation de cette requête, prétendant qu'une fois chez lui, en Palestine, on lui avait demandé de devenir kamikaze. Le ministère de l'Intérieur, ne le croyant pas, avait rejeté sa requête, voici environ six mois. Ce non-événement était présenté comme le scoop du moment, en première page d'un hebdomadaire national.

Salir les Palestiniens, les Arabes, les musulmans, cela s'inscrit-il dans le cadre d'une conspiration judaïque? Je veux, mon neveu! Cela fait-il partie d'une conspiration totalitaire

visant à dresser les British à aimer leurs équipes anti-terroristes traînant leurs gros godillots et à renoncer à leurs libertés? Tu l'as dit, bouffi! Cette convergence de deux conspirations nous amène à nous demander s'il y en a bien deux, ou bien si les deux n'en font qu'une?

De même, il y a une conspiration liée tant à la vague récente d'actes terroristes en Russie (l'école, les avions, les explosions dans le métro) et qu'à l'attentat de Beersheva, en Israël. Dans le numéro d'*Ha'aretz* d'aujourd'hui (daté 05.09.2004), l'observateur israélien libéral Zeev Shief écrit, dans un article intitulé 'Terreur islamique': De l'Ossétie à Beersheva: «Il y a un lien, qui relie le massacre dans une école en Ossétie, le génocide au Soudan, les bombes dans un train à Madrid, les attentats terroristes dans les synagogues d'Istanbul et les explosions dans les deux bus de Beersheva. Ce lien, c'est le Terrorisme Islamiste, et principalement le Terrorisme Arabe, principal danger pour la paix mondiale.»

Si nous sommes d'accord avec Shief pour dire qu'il y a un «lien» (c'est comme ça qu'il appelle le «complot»), s'agit-il d'un lien «islamique», ou bien d'un lien «judaïque»? Et je n'entends pas par là simplement la possibilité d'une opération de diversion, bien que cela soit également tout à fait possible.

Il y a eu un précédent: l'opération du bateau Achille Lauro, qualifiée de «crime terroriste palestinien». Un film, et un opéra *La mort de Klinghoffer*, qui racontent l'assassinat d'un handicapé juif, sont vaguement basés sur les événements survenus en 1985, des guérilleros palestiniens s'étant rendus maîtres d'un paquebot. Mais «il s'agissait, en réalité, d'une opération de propagande «noire» israélienne, visant à montrer quel ramassis de dangereux coupeurs de gorge étaient les Palestiniens», a reconnu Ari Ben-Menashe, ancien conseiller sécuritaire du Premier ministre israélien Yitzhak Shamir, dans son livre *Profits de guerre* [Profits of War]. L'opération avait été commanditée par les services secrets israéliens et organisée par leurs agents palestiniens au sein des organisations terroristes palestiniennes⁴.

Mais il faut prendre en compte une conspiration judaïque de bien plus grande ampleur et d'un danger bien plus grand: l'influence indue sur le discours. Une majorité des médias mondiaux est concentrée entre des mains juives, bien au-delà des rêves les plus fous des mythiques Sages (de Sion), et cette part s'accroît quotidiennement. Au Chili, en Argentine, au Kazakhstan et au Canada, et même dans la lointaine Finlande, avec sa minuscule communauté juive, les principaux médias appartiennent à des juifs. En Russie, tout outrage commis par des Tchétchènes avides d'indépendance est immédiatement comparé par des éditeurs judéophiles aux «atrocités palestiniennes». Au Royaume-Uni, les médias sont accaparés par un groupe d'ultra-judéophiles, de Conrad Black à Rupert Murdoch, et de juifs ethniques, de Michael Green à Richard Desmond. Tout récemment, Haim Saban a acheté un énième réseau télévisé allemand. Quant aux États-Unis, nous disposons d'une abondante liste de juifs régnant sur les médias, rédigée par notre ami Jeff Blankfort. Elle est disponible sur le Web.

Les principaux médias se prêtent aux deux conspirations: la totalitaire et celle liée à Israël. Bien difficile de faire le distinguo entre la prédominance de juifs dans les médias et les universités, et leur rôle instrumental dans l'installation du nouveau totalitarisme. L'Anti-Defamation League (ADL) et le Southern Poverty Law Center (SPLC), deux puissantes organisations juives, sont des outils puissants d'instauration de l'état policier.

L'ADL, qui n'est autre chose qu'un instrument judaïque de contrôle idéologique, gère tout un réseau d'informateurs, qui espionnent militants et intellectuels, et apporte son entier soutien à toutes les entreprises répressives du gouvernement états-unien. Notre ami Noël Ignatiev a évoqué cette «lettre d'information récente émanant d'un fond caritatif du Southern Poverty Law Center, qui se vante de détenir «des fichiers informatisés parmi les plus complets, recensant les milices et les groupes de haine existants», et comportant plus de 11 000 photos, des rapports individuels sur quelque 14 000 personnes, et des renseignements sur plus de 3 200 associations. Le SPLC se targue d'avoir écrit à la Procureur Générale des États-Unis, Janet Reno, en octobre 1994, avant l'attentat d'Oklahoma City, pour l'avertir d'actes illégaux et violents préparés par des groupes racistes blancs. Ce centre publie Intelligence Report, diffusé régulièrement auprès de plus de 6 000 agences et services de police judiciaire.»

Ignatiev se demande: «Ce furetage et ce mouchardage sont-ils annonciateurs du «meilleur des mondes» qu'ils essaient de nous mijoter?» Positif, professeur! L'ordre nouveau, le «meilleur des mondes» n'apparaît pas ex nihilo, il grandit dans le corps agonisant de la démocratie libérale. Si nous voulons l'arrêter quand il est encore temps, nous devons nous en occuper toutes affaires cessantes.

⁴ Voir : *Profits of War: Inside the Secret U.S.-Israeli Arms Network*, par Ari Ben-Menashe ou taper, sur Google, la requête : Ari Ben Menashe Achille Lauro

L'Iran sous feux croisés

Le cas de l'Iran est une pièce à conviction d'une conspiration judaïque, ou, si vous préférez, de positions prééminentes juives dans le discours. Les médias occidentaux n'ont aucune raison réellement pragmatique d'attaquer l'Iran toutes griffes dehors comme ils le font. L'Iran, c'est ce pays lointain, peuplé de femmes délicates et d'hommes virils, rehaussé de mosquées bleues aux porches élancés ornés de stucs et de céramiques, célèbre pour ses enluminures précieuses et sa poésie soufie. En voyant des jeunes filles de Chiraz déposer des roses fraîchement cueillies sur le tombeau de Sa'adi, créateur du Gülüstan, au treizième siècle, j'ai été sous le charme: des gens qui vénèrent de la sorte leurs poètes ne peuvent être entièrement mauvais, à mon humble avis. Les Iraniens ne voyagent pas beaucoup: ils restent chez eux, se contentant de soigner leurs rosiers et de produire les meilleurs films de notre époque.

Actuellement, nous assistons à l'impatience judaïque concertée de bombarder l'Iran. Les raisons varient: certains veulent bombarder l'Iran parce que ses femmes sont contraintes à porter le voile, et d'autres parce qu'ils n'aiment pas les états religieux (sauf, bien sûr, si la religion d'État est la juive), d'autres voient en ce pays une menace pour Israël, et pour d'autres, c'est parce qu'en Iran, il n'y a pas de mariages gay. Mais, à la fin, le résultat est le même: bombardez l'Iran! C'est une telle unanimité que je suis sur le point de proposer une nouvelle définition du membre authentique de la juiverie (par opposition à un individu juif qui n'en peut mais): quelqu'un qui veut bombarder l'Iran. Le quotidien juif américain *Forward* écrit:

«L'AIPAC est obsédé par l'Iran», a déclaré le responsable d'une grande organisation juive⁵.

Charles Krauthammer en appelle à une «attaque préemptive urgente»⁶. Il admet ouvertement que c'est là le vœu le plus cher de l'État juif. Mais, dit-il, «pour Israël, attaquer l'Iran serait beaucoup plus difficile. (Pour lui), l'Iran est trop loin. Mais (n'oublions pas qu') il y a 146 000 soldats américains et une aviation hautement sophistiquée, juste à quelques kilomètres de là - en Irak». L'Amérique n'est là que pour recevoir les ordres judaïques: l'avantage, avec Krauthammer et le *Washington Post*, sa tribune de prédilection, c'est qu'ils le disent carrément.

Haim Harari, un stratège israélien de grand renom, spécialiste de physique théorique, ancien Président (de 1988 à 2001) de l'Institut Weizmann des Sciences, a prononcé dernièrement une conférence, intitulée «L'œil du cyclone» [Eye of the Storm]. Il a notamment dit ceci:

«L'Afghanistan, l'Irak et la Lybie étant désormais hors d'état de nuire, il reste deux pays terroristes et demi: l'Iran, la Syrie et le Liban. Conséquence de la conquête de l'Afghanistan et de l'Irak: tant la Syrie que l'Iran sont désormais cernés de territoires inamicaux. Je ne sais pas si le projet américain était effectivement d'encercler à la fois la Syrie et l'Iran, mais c'est bel et bien la situation, telle qu'elle existe aujourd'hui sur le terrain. A mon humble avis, le danger numéro 1, aujourd'hui, pour le monde, c'est l'Iran et son régime. L'Iran a, c'est une certitude, l'ambition de contrôler de vastes territoires et de s'étendre tous azimuts. Il a une idéologie, qui prétend à la suprématie sur la culture occidentale. Il est impitoyable. Il a montré qu'il peut exécuter des actes terroristes élaborés sans laisser trop de traces (lire: nous n'avons aucune preuve étayant cette assertion, Israël Shamir). A l'évidence, l'Iran s'emploie à développer des armes nucléaires.»

L'un des scribes juifs les plus populaires sur le ouèbe, l'écrivain américain Irwin N. Graulich, écrit, dans son dernier article, intitulé «Let Israël Do Iran»⁷ [Laissez Israël faire sa fête à l'Iran!] (lequel a été repris par plus de cent sites ouèbes du monde entier, ainsi que par de nombreuses publications sur papier):

«L'Iran n'est pas un pays: c'est une organisation terroriste munie d'un drapeau. Il incarne virtuellement tous les défauts possibles et imaginables pour un gouvernement: c'est un régime totalitaire, autocratique, théocratique, fondamentaliste et tyrannique envers son propre peuple».

Les organes du nouveau totalitarisme - les médias contrôlés par les juifs - lui emboîtent le pas. Examinons le cas du *Guardian*, un quotidien dont le long dossier judiciaire remonte jusqu'à la déclaration Balfour (qu'il a soutenu mordicus, à l'époque). En mai 2004, nos efforts incessants pour attirer l'attention sur les néocons, la faction juive de droite au pouvoir à

⁵ <<http://www.forward.com/main/printer-friendly.php?ref=nir20040901935>>

⁶ Axis of Evil, Part Two [L'Axe du Mal, Deuxième partie], par Charles Krauthammer *Washington Post* - 23.07.2004; Page A29

⁷ <http://michnews.com/artman/publish/article_4191.shtml>

Washington, deux ex-machina de la guerre en Irak, a porté ses fruits, et a fini par déborder d'Internet jusque dans les médias imprimés, des reportages montrant Perle et Wolfowitz poussant à la guerre, en plein accord avec les plans qu'ils avaient tracés pour Benjamin Netanyahu et avec la doctrine du génie malfaisant Leo Strauss.

Immédiatement, le Guardian passa à l'action. Le 25 mai, son titre en une faisait retomber la faute sur. (bingo!) l'Iran. On lisait: «Les services de renseignement américains craignent que l'Iran n'ait trompé les faucons en les incitant à attaquer l'Irak.» Le reportage, sous la plume de Julian Borger, citait des «responsables des renseignements» non identifiés, qui «pensent que l'Iran a circonvenu les faucons du Pentagone et de la Maison Blanche afin de se débarrasser d'un voisin hostile». Je ne doute pas un instant que ce «rapport» provenait des milieux du Jinsa [Jewish Institute for National Security Affairs], reste que l'audace de l'éditeur du *Guardian* de service, qui fit passer cette insinuation nébuleuse et sans aucun fondement en première page en dit long sur le pouvoir judaïque.

Pourquoi les juifs tiennent-ils tellement à bombardier l'Iran ? Pourquoi ont-ils incité les États-Unis et une partie de l'Europe à penser que la bombe A iranienne est tellement pire qu'une bombe A israélienne? Redouteraient-ils qu'un Iran nucléarisé défendrait les Palestiniens et arrêterait l'orgie destructrice israélienne? Hélas, l'expérience ne montre pas que l'Iran, ou un quelconque pays arabe ou musulman soit prêt à se battre pour la Palestine. A Tel Aviv, et à Washington, on le sait fort bien.

Il n'y a qu'une seule éventualité, qui pourrait aboutir à ce que les armes de l'Apocalypse soit brandies: au cas où les juifs détruiraient la mosquée Al-Aqçâ, à Jérusalem, afin de construire leur temple à la place.

La conspiration judaïque visant à bombardier l'Iran est une preuve solide que ce plan a été tramé et que le compte à rebours a commencé. Mevzinsky et Shahak (dans leur ouvrage *Jewish Fundamentalism*, Pluto Press, éditeur) décrivent l'immense ascendant de cette idée. De chimère obscure d'une poignée de cinglés qu'il était au départ, le plan de reconstruction du Troisième Temple est devenu obsession de masse.

Le jour où cela adviendra, l'Armageddon sera à l'ordre du jour, et il ne s'arrêtera pas sur l'Euphrate. Permettez-moi de citer, à nouveau, Irwin Graulich:

«Le monde est divisé en trois groupes. Ceux qui veulent voir Israël détruit. Ceux qui soutiennent (directement ou indirectement) les pays qui veulent qu'Israël disparaisse. Enfin, les États-Unis d'Amérique. [Après la destruction de l'Iran], le seul problème sérieux qui restera à résoudre sera le suivant: «Bon, c'est pas tout ça: maintenant, qu'est-ce qu'on fait de l'Europe et de la Scandinavie?»»

Que faire? Vanunu nous a apporté son témoignage irréfutable sur les centaines de bombes nucléaires en la possession d'Israël. Une telle quantité n'est pas nécessaire, s'il s'agit seulement de subjuguier le Moyen-Orient. Elle laisse supposer un objectif plus important.

La situation étant celle-ci, toute discussion au sujet d'un retrait israélien est prématurée, c'est le moins qu'on puisse en dire. C'est aussi déplacé que les gloses autour d'un retrait allemand de Prague en 1941. L'«option limitée» consistant à rouler un peu le tapis de l'État israélien pour faire un peu de place aux autres ne tient pas debout, sauf à se forcer à voir dans la création d'enclaves à Gaza et ailleurs une voie royale vers la sacro-sainte «Solution» à Deux États. Mais, si par quelque miracle (disons, grâce au bon génie d'Aladin), cela pouvait être réalisé, cela ne résoudrait absolument pas Le problème. Même plus petit, un État juif ayant Jérusalem pour capitale n'en continuerait pas moins à servir de foyer pour les menées juives, partout dans le monde. Il continuera à mettre ses voisins en danger. Il continuera à rendre dingues des millions de braves gens, aux États-Unis, qui ont été ensorcelés par le gros mensonge des prophéties accomplies. Il continuera à donner le pouvoir à l'appareil d'un nouveau totalitarisme édifié par les magnats des médias. A moins qu'il ne s'agît, comme l'a proposé notre amie Miriam Reik, simplement d'un état juif - mouchoir de poche démilitarisé, établi sur 10 % de la Palestine historique et entouré d'une épaisse muraille?

Le soutien international au désengagement israélien, affirmé par Chomsky, ne vaut pas grand-chose, car aucune des instances internationales ni aucun État n'ose dire «hou!» aux juifs. Aux États-Unis, Bush et Kerry se livrent à la surenchère, c'est à qui aimera le plus les juifs. En Europe, le dernier geste de volonté politique esquissé par l'Allemagne a consisté à fournir à Israël des sous-marins à capacité nucléaire; par la France à faire mea culpa face à de fausses agressions anti-juives orchestrées par Israël et par l'AIEA, à fermer les yeux pour ne pas voir Dimona et à demander que l'Iran soit désarmé. L'Autorité Nationale Palestinienne est dépourvue d'autorité, et sa popularité auprès des Palestiniens est en chute libre. Les pays arabes n'ont pas la volonté de défier la domination israélienne. Les militants pro-palestiniens

eux-mêmes, au lieu d'aller vaillamment de l'avant, débattent sans fin de la question de savoir ce qu'il est licite de dire sans encourir le risque de se faire taxer d'«antisémitisme».

Chomsky écrit: «Israël s'opposerait (à toute démocratisation imposée) par tous les moyens, y compris l'arme ultime, dont Israël dispose et qu'il ne reculerait pas à utiliser, au besoin». Le monde ne saurait acquiescer à la menace des «armes ultimes» d'Israël. C'est un danger bien trop grand. Bien plus grand que les armes du pacifique Iran.

Je suis tout à fait d'accord avec Noam: nous devons rechercher une réponse réaliste à ce danger. Toutefois, le réalisme et le pragmatisme nous appellent, non pas à donner dans le panneau du chantage nucléaire, non pas à rêver tout éveillés d'un retrait israélien, mais à éliminer le danger inhérent à l'État juif par les moyens les plus humains possibles à notre disposition. Parmi ces moyens, il y a, avant tout, la transformation de l'État juif en l'État de tous ses citoyens. La judéité ou toute autre appartenance de ses citoyens ne devraient avoir aucune incidence sur leur statut, tant en Palestine que partout ailleurs dans le monde; le «concept bi-national» ne répond pas à cette exigence.

Bien évidemment, les élites israéliennes ne verraient pas cette solution d'un bon oeil: ils préfèrent bombarder Téhéran, démolir la mosquée Al-Aqçâ, faire d'une Jérusalem judaïsée le siège du gouvernement mondial. Les gens ordinaires, en Israël, en revanche, sont prêts à faire la paix. Mais qui s'enquiert de l'opinion des gens ordinaires? Le véritable dilemme auquel nous sommes confrontés est le suivant: soit nous cédon à ces diktats, soit nous démantelons l'État juif et nous instaurons la démocratie.

Toutefois, la démocratisation de la Palestine ne sera pas possible tant qu'on n'aura pas pris cette autre mesure, tout à fait réaliste: le discours doit être enlevé des mains judaïques, dont il faut casser l'emprise sur les médias. Voici plusieurs siècles, les Américains brisèrent l'empire des Rockefeller, le tout-puissant trust Standard Oil. Voici cent cinquante ans, ils ont réglé son compte à l'esclavage. Ils peuvent, tout aussi bien, accomplir cette tâche. Noam Chomsky, ce grand homme au magnifique parcours, peut jouer un rôle très important dans cette transformation. Sa culture juive peut aider à en promouvoir l'idée et à la faire fructifier par des moyens pacifiques.

Bien que les Suffragettes fussent des femmes, leur victoire fut entérinée par les hommes alors au pouvoir.

Bien que les esclaves noirs se fussent rebellés, les abolitionnistes blancs leur donnèrent la liberté.

De même, la libération du discours des serres judaïques peut être accomplie grâce à des hommes tels Noam Chomsky et Noah Cohen.

06.09.2004

SOLDATESQUE

"Parlez hébreu, ou fermez-la!"

par Etgar Keret⁸

[Le code officiel d'éthique d'Israël stipule que ses soldats ne peuvent recourir à la force que s'ils sont menacés. Mais l'auteur de cet article, Etgar Keret, a constaté qu'un autre code de conduite était à l'œuvre, au moins à un checkpoint, près de Naplouse...]

Il y a quelques jours, le philosophe Assa Kasher, qui venait tout juste de mettre sa touche finale au Code d'Éthique des Forces Israéliennes de Défense, est venu me rendre une petite visite sur l'écran de télévision de la salle d'attente de mon dentiste. Il m'a expliqué, en résumé, comment ce code fonctionne. Le Code d'Éthique, si j'ai bien compris, dit qu'un soldat peut faire exercice de la force et, dans certaines conditions, qu'il peut y compris causer de la souffrance s'il le fait afin de protéger sa propre sécurité ou celle des citoyens israéliens. Une dame âgée, assise à côté de moi, et qui s'ennuyait encore plus ferme que moi (il fallait le faire...) a scruté l'écran, puis elle a dit que tout cela était bel et bon et que, sauf erreur de sa part, ""Tsayhal" était la seule armée, au monde, à prendre la peine de "soumissionner" (ce sont ses termes) un code tel celui-là, et encore pas du premier venu: d'un professeur d'université, s'il vous plaît!"

⁸ Etgar Keret est coauteur, avec Samir El-Youssef de *Gaza Blues: Different Stories* [Le Blues de Gaza: Autres histoires], éditeur David Paul, £ 8.99

Si, quinze jours avant, je n'étais pas allé sur le checkpoint de Hawaréh, près de Naplouse, j'aurais été prompt à être d'accord avec cette dame. Après tout, j'ai été élevé comme ça: par courtoisie, je me dois d'être d'accord avec les dames d'un certain âge. Mais au cours de cette visite purement fortuite au checkpoint israélien, résultant plus de ma faiblesse de caractère et de l'insistance de ma petite amie que de toute autre chose, j'ai vu un code différent, un code concurrent, un code qui était sans doute un tout petit moins éthique, mais qui fonctionnait néanmoins comme un charme. Appelons-le: le Code Pratique d'Udi.

Cet Udi était le commandant du checkpoint de Hawaréh, ce jour-là, et son Code était extrêmement simple: "ceux qui sourient ne passent pas!" Bien entendu, il n'édicte pas son oukase sous la forme d'un article d'un quelconque Code – il fonctionnait plutôt à l'intuition – mais plus d'une fois je l'ai entendu énoncer par Udi et ses potes, au checkpoint, tandis qu'ils échangeaient toutes sortes d'informations au sujet des gens qui souriaient, dans la queue. "Tu vois ce type, là-bas? Celui qui porte une cravate?", ai-je ainsi entendu un soldat à Udi, "Tu vises un peu comment il se fout de notre tronche? T'inquiète! Je m'en vais effacer ce sourire narquois de sa binette!" Udi fit un signe approbateur de la tête, et le sourieur se retrouva effectivement aux arrêts pour plus d'une heure. Quand il tenta de leur montrer le permis qui aurait pu expliquer son sourire – après tout, il n'était qu'un homme tout à fait ordinaire, en route pour son propre mariage – il était déjà trop tard. Un heureux papa qui apportait le gâteau pour le troisième anniversaire de son fiston, avec la photo du bébé imprimée dessus, dans la pâte d'amandes, avait, lui aussi, violé le Code. On l'arrêta, par conséquent. Raison officielle: il n'était pas bien resté dans la file, comme tous les autres.

Lui ayant expliqué que les gens, dans la queue, avaient laissé l'heureux père passer devant parce que le gâteau à la crème allait souffrir du cagnard d'enfer, Udi me sourit, et de derrière le canon de son flingue, qu'il pointait dans la direction générale de ma poitrine, il expliqua qu'il n'en avait strictement rien à cirer. Sentence pas spécialement surprenante, étant donné qu'une heure avant, il avait été aussi dédaigneux avec sa cire, ignorant le désarroi d'un septuagénaire qu'on avait laissé sortir de l'hôpital après une opération cardiaque le jour même, et qui avait de la difficulté à rester debout sous le soleil, aussi longtemps...

Le Code Pratique d'Udi comporte encore bien d'autres clauses. Quand un étudiant palestinien tenta de lui expliquer, en anglais, quelque chose au sujet du permis qu'il tenait à la main, Udi fut très clair: "Ici, c'est Israël. Alors: soit tu causes hébreu, soit tu la fermes!" L'étudiant reconnut immédiatement à quel Code il avait affaire, et, ne sachant pas l'hébreu, il choisit la seconde option. Il la ferma, donc. Cela ne l'empêcha nullement d'être arrêté. Quatre heures durant.

Le Code d'Udi, au fait, comporte quelques rubriques concernant les Palestiniens parlant hébreu, et en particulier ceux qui osent discuter. Je l'ai vu armer son flingue, et le pointer sur la tête d'un Palestinien qui parlait sans son autorisation, en disant: "Si tu la fermes pas, tu vas te prendre une bastos dans la cafetière!". Le Palestinien loquace la ferma, lui aussi. En effet: le Code, c'est le Code...

Le lendemain de l'interview du professeur Kasher au cours du magazine télévisé, le présentateur de la même émission parla d'un soldat qui avait frappé un Palestinien dont il prétendit qu'il l'avait traité de voleur, après quoi il lui avait tiré dessus, le blessant grièvement, tandis qu'il cherchait à s'enfuir. Je ne connais pas le nom de ce soldat, mais je peux vous assurer qu'il ne s'agissait pas d'Udi. Parce qu'Udi, ce n'est pas un imbécile. Et comme quelques autres soldats, Udi sait comment mettre son Code perso en pratique sans que cela contrevienne au Code de "Tsahal". Si vous êtes une personne honnête et sensée, "Tsahal" ne vous force pas à torturer les gens sans nécessité. Mais si vous êtes un trouduc et que vous avez une bonne appréhension du fonctionnement du système, vous pouvez torturer jusqu'à plus soif sans dépasser les niveaux acceptés d'incarcération, d'insulte, ou de menace avec un fusil armé (le tout, de surcroît, sans qu'on parle de vous aux infos).

Lorsque j'ai raconté tout ce que cet Udi avait fait ce jour-là à son commandant – justement ce fameux commandant que les Palestiniens appellent "le bon commandant", essentiellement à cause de ses lunettes au cadre fin et à son ton de psychothérapeute – il opina du chef avec gravité, puis et il me dit que les soldats avaient été soumis à une pression épouvantable, les deux jours précédents. "Mais dès que je me suis pointé là-bas – me dit l'officier, qui visiblement s'efforçait de voir le bon côté des choses – "tout s'est remis à fonctionner comme une horloge, non? Presque la moitié des gens qu'ils avaient arrêtés sont passés..."

Je ne retournerai sans doute pas au checkpoint de Hawaréh. Mais si, un jour, le Professeur Assa Kasher est fatigué de rester assis à son bureau et de blablater sur le Code

d'Ethique de l'"armée la plus morale qui soit au monde", je lui recommande vivement de prendre une journée de congé et d'aller visiter un endroit où Emmanuel Kant n'a certainement jamais mis les pieds...

[Traduit de l'hébreu en anglais par Sondra Silverston] in *The Guardian*, 11.08.2004
<http://www.guardian.co.uk/g2/story/0,,1280376,00.html>

ICI ON NE VÈNÈRE PAS

Un mémorial dégradant

par Alexandre Yakobson

<http://www.haaretz.com/hasen/objects/pages/PrintArticleEn.jhtml?itemNo=465063>

Dans le quartier ultra-orthodoxe de Beit Yisrael, la municipalité de Jérusalem a fait ériger un monument à la mémoire des victimes d'un attentat perpétré le 2 août 2003 contre un bus de la ligne n° 2: il s'agit d'un mémorial où sont inscrits les noms des victimes.

Le nom de l'une des personnes tuées dans l'attentat, Maria Antonia Reslas, originaire des Philippines, a été inscrit séparément des autres. On lui a donné le titre de "Mme", alors que les noms des juifs décédés des suites de l'attentat s'y voient donner du "vénééré" (kadosh).

Peu après la cérémonie d'inauguration, a indiqué le quotidien Haaretz [édition hébreue, 9 août], " le nom de Mme Reslas portait déjà des traces de tentatives d'effacement".

Ces dégradations infligées à la plaque commémorative représentent un acte de vandalisme. Mais la plaque en elle-même, qui déclare officiellement que l'un des noms est celui d'une victime de second ordre, parce qu'elle n'était pas juive, est encore bien plus honteuse et laide.[...]

Haaretz, 16.08.2004

< <http://www.haaretz.com/hasen/objects/pages/PrintArticleEn.jhtml?itemNo=465063> >

ISRAEL RÉPUBLIQUE BANANIÈRE

Israël: Les hantises du «camp moral» La rage d'un juriste devant «l'abandon de l'État de droit»

Moshé Negbi

«Vers une république bananière»: le titre de votre dernier livre est très provocant. Vous paraissez terriblement en colère. N'est-ce pas exagéré?

Pas en colère, mais très triste. L'infraction au droit des puissants devient la norme. La volonté des pouvoirs de se soustraire à l'éthique qu'eux-mêmes édictent n'est pas spécifique à Israël. Mais, chez nous, les institutions juridiques ne peuvent ou ne veulent plus s'y opposer. Qu'est-ce qu'une république bananière? Un pays où, formellement, le droit existe, mais où, lorsque vous détenez du pouvoir, vous échappez aux lois communes. En Israël, si vous détenez du pouvoir politique, financier, religieux ou militaire, vous bénéficierez désormais d'une incroyable immunité.

Sur quoi vous fondez-vous pour émettre une telle affirmation?

Chaque semaine apporte sa nouvelle «affaire». Président de l'État, Ezer Weizmann, convaincu de corruption, n'a jamais été jugé. En 1997, le ministre Arie Déri a passé un pacte avec le premier ministre Nétanyahou: son soutien à une décision politique en contrepartie de la nomination d'un conseiller juridique du gouvernement de ses amis, du nom de Roni Bar-On, pour lui éviter des poursuites pour corruption. Aucun des trois n'a été poursuivi. Aujourd'hui, Bar-On est député du Likoud. Des élus ont acheté des votes: sans suites. Un dénommé Appel est accusé d'avoir versé de l'argent à Ariel Sharon dans l'affaire de l'«île grecque». Le corrupteur est mis en examen. Sharon, le bénéficiaire, ne l'est pas. Tout est dit.

L'infraction à la loi gagne, selon vous, tous les niveaux?

Le problème n'est pas l'infraction, mais l'abdication des institutions juridiques. On s'habitue à ce que l'argent et la force s'imposent au droit, et la propension à «excuser» le crime s'étend. Au nom de la sécurité, on ferme les yeux sur des crimes de guerre. Imperceptiblement, on passe de l'aval à des violences inadmissibles dans les territoires palestiniens à l'acceptation de violences inadmissibles dans la société israélienne.

Par exemple?

Récemment, quatre jeunes ont été jugés pour des agressions sexuelles répétées sur une mineure de 14 ans. Ils ont été condamnés à 150 jours de travaux d'utilité publique. Ces jeunes sont aujourd'hui soldats. Dans son verdict, le juge a justifié sa clémence par le fait de ne pas porter atteinte à de «bons gars» servant dans une «unité combattante»!

Les violences de l'occupation affectent-elle la vie sociale israélienne?

Cela ne peut être autrement. Dans les territoires palestiniens, nos jeunes, mis dans la situation où ils doivent contrôler par la force une population en incapacité de contester leur autorité, s'habituent à ce que la force et l'impunité règnent. Dans cette Intifada, il a fallu trois ans avant qu'un officier soit jugé pour la «mort indue» d'un enfant palestinien. Mille mineurs palestiniens sont morts. Dans 95 % des cas, aucune enquête n'a été ouverte. Les actes d'humiliation ou de sévices aux barrages militaires ne suscitent pas la moindre réprimande. L'opinion devient sourde et aveugle devant la banalité de la violence. En retour, on constate en Israël une «brutalisation» de la vie sociale, comme la poussée inquiétante des violences familiales.

Comment s'explique cette surdité?

Pour mener la colonisation, les gouvernements ont tous fait fi du droit international. Les institutions juridiques ont fermé les yeux. La Cour suprême avalise presque systématiquement toute infraction motivée par la «nécessité sécuritaire», même quand c'est à l'évidence mensonger. Quand le système juridique renonce à faire régner la loi, les citoyens cessent de valoriser l'État de droit.

Vous considérez l'assassinat d'Itzhak Rabin comme un «tournant». Pourquoi?

L'assassin, Ygal Amir, n'a cessé de répéter que, sans les appels au meurtre des rabbins en qui il plaçait sa confiance, il n'aurait pas commis son geste. L'incitation au meurtre est passible de la loi en Israël. Jamais l'État n'a poursuivi aucun rabbin. Le 9 juin, sur une radio, des rabbins ont justifié d'avance un meurtre de Sharon s'il évacue Gaza. Ils ont bénéficié de l'impunité une fois, pourquoi ne continueraient-ils pas?

Quand commence le processus que vous décrivez?

Il s'est installé par paliers successifs. Beaucoup tient à l'occupation, qui débute en 1967. En 1986, il y a l'affaire symptomatique du bus de la ligne 300. Des terroristes ayant pris en otages les passagers d'un autobus sont capturés vivants. Deux responsables du Shabak vont alors les tabasser à coups de pierres et les tuer. Le conseiller juridique du gouvernement, Itzhak Zamir, voulait les inculper. Ils quitteront le service sans jamais être jugés. L'un d'eux, Ehoud Yatom, est aujourd'hui député du Likoud. Depuis, l'impunité des services de sécurité n'a cessé de croître. Elle a déteint sur d'autres domaines, atteignant une dimension dramatique.

Comment l'opinion réagit-elle?

Les gens se sont habitués à ne plus s'émouvoir du pire. Ça commence par l'indifférence à ce qui est fait aux Palestiniens. Suit l'indifférence au dérèglement de la démocratie. L'idée que le plus fort ou le plus malin gagne, et que c'est la normalité, est passivement admise. Sharon est le symbole de l'évolution des mentalités. L'homme, qui ne connaît que le rapport de forces, qui avant 1995 était apparu devant des manifestants caricaturant Rabin en SS, est devenu premier ministre. Et Pérès est entré dans son gouvernement. Mieux: la fille de Rabin aussi! Le culte de la force s'impose dans l'acceptation générale. Récemment, Ariel Sharon a évincé deux ministres pour avoir une majorité gouvernementale en faveur du retrait de Gaza. Un cas typique de la «brutalisation» politique. Je n'ai aucune sympathie pour les ministres évincés (d'extrême droite), mais leur éviction est totalement illégale. Le conseiller juridique du gouvernement aurait dû le dire à Sharon. Au lieu de quoi, il a défendu son point de vue devant la Cour suprême, laquelle l'a avalisé!

Pourtant, la Cour suprême reste le bastion du droit en Israël.

Son rôle s'est affaibli. Depuis 1967, elle a quasi systématiquement avalisé les tortures, les punitions collectives de Palestiniens. Evidemment, il est bon qu'elle existe. Elle reste parfois un élément de dissuasion devant l'impunité totale. Mais quand les historiens se pencheront sur l'Intifada, son bilan sera peu glorieux. Elle apparaîtra comme ayant régulièrement conféré un aspect légal à des comportements jugés criminels par le droit humanitaire international.

Propos recueillis par Sylvain Cypel. *Le Monde*, 19 juin 2004

Moshé Negbi, 55 ans, professeur de droit public à l'Université Hébraïque, présente depuis 1981 à la radio publique une émission intitulée *DinVeDvarim* ("Le droit et les fait"). Son dernier ouvrage, *Nous devenons Sodome — Sur la pente qui mène de l'État de droit à la république bananière*, est un best-seller en Israël.

2 - Guantanamo ou le déni du droit

CHRONIQUE DE GUANTANAMO Nouvelle série - N° 6 - 1er Septembre 2004
Publication mensuelle du Collectif guantanamo, 5 rue de Douai, 75009 Paris Tél. 00 33 (0)6 13 99 28 86 _ Courriel: collectif.guantanamo@gwadaoka.org Cette Chronique contient toutes les informations publiées au jour le jour sur les sites <http://quibla.net> et <http://www.gwadaoka.org/guantanamo.htm>

3 - L'Iraq des marais

Iraqi resistance pushes the US back

Doug Lorimer

Iraqi resistance fighters are steadily rolling back the US-led occupation of their country, turning one city after another into a "no-go" zone for the occupation troops.

Green Left Weekly, September 15, 2004. Hebdomadaire gaucho-vert-féministe australien.

< <http://www.greenleft.org.au/back/2004> >

Bon article, à lire.

"BAGHDAD YEAR ZERO:

Pillaging Iraq in pursuit of a neocon utopia"

By Naomi Klein

It was only after I had been in Baghdad for a month that I found what I was looking for. I had traveled to Iraq a year after the war began, at the height of what should have been a construction boom, but after weeks of searching I had not seen a single piece of heavy machinery apart from tanks and humvees. Then I saw it: a construction crane. It was big and yellow and impressive, and when I caught a glimpse of it around a corner in a busy shopping district I thought that I was finally about to witness some of the reconstruction I had heard so much about. But as I got closer I noticed that the crane was not actually rebuilding anything - not one of the bombed-out government buildings that still lay in rubble all over the city, nor one of the many power lines that remained in twisted heaps even as the heat of summer was starting to bear down. No, the crane was hoisting a giant billboard to the top of a three-story building. SUNBULA: HONEY 100% NATURAL, made in Saudi Arabia.

Seeing the sign, I couldn't help but think about something Senator John McCain had said back in October. Iraq, he said, is "a huge pot of honey that's attracting a lot of flies." The flies McCain was referring to were the Halliburtons and Bechtels, as well as the venture capitalists who flocked to Iraq in the path cleared by Bradley Fighting Vehicles and laser-guided bombs. The honey that drew them was not just no-bid contracts and Iraq's famed oil wealth but the myriad investment opportunities offered by a country that had just been cracked wide open after decades of being sealed off, first by the nationalist economic policies of Saddam Hussein, then by asphyxiating United Nations sanctions.

Looking at the honey billboard, I was also reminded of the most common explanation for what has gone wrong in Iraq, a complaint echoed by everyone from John Kerry to Pat Buchanan: Iraq is mired in blood and deprivation because George W. Bush didn't have "a postwar plan." The only problem with this theory is that it isn't true. The Bush Administration did

have a plan for what it would do after the war; put simply, it was to lay out as much honey as possible, then sit back and wait for the flies.

The honey theory of Iraqi reconstruction stems from the most cherished belief of the war's ideological architects: that **greed is good**. Not good just for them and their friends but good for humanity, and certainly good for Iraqis. Greed creates profit, which creates growth, which creates jobs and products and services and everything else anyone could possibly need or want. The role of good government, then, is to create the optimal conditions for corporations to pursue their bottomless greed, so that they in turn can meet the needs of the society. The problem is that governments, even neoconservative governments, rarely get the chance to prove their sacred theory right: despite their enormous ideological advances, even George Bush's Republicans are, in their own minds, perennially sabotaged by meddling Democrats, intractable unions, and alarmist environmentalists.

Iraq was going to change all that. In one place on Earth, the theory would finally be put into practice in its most perfect and uncompromised form. A country of 25 million would not be rebuilt as it was before the war; it would be erased, disappeared. In its place would spring forth a gleaming showroom for laissez-faire economics, a utopia such as the world had never seen. Every policy that liberates multinational corporations to pursue their quest for profit would be put into place: a shrunken state, a flexible workforce, open borders, minimal taxes, no tariffs, no ownership restrictions. The people of Iraq would, of course, have to endure some short-term pain: assets, previously owned by the state, would have to be given up to create new opportunities for growth and investment. Jobs would have to be lost and, as foreign products flooded across the border, local businesses and family farms would, unfortunately, be unable to compete. But to the authors of this plan, these would be small prices to pay for the economic boom that would surely explode once the proper conditions were in place, a boom so powerful the country would practically rebuild itself.

The fact that the boom never came and Iraq continues to tremble under explosions of a very different sort should never be blamed on the absence of a plan. Rather, **the blame rests with the plan itself, and the extraordinarily violent ideology upon which it is based.**

Torturers believe that when electrical shocks are applied to various parts of the body simultaneously subjects are rendered so confused about where the pain is coming from that they become incapable of resistance. A declassified CIA *Counterintelligence Interrogation* manual from 1963 describes how a trauma inflicted on prisoners opens up "an interval – which may be extremely brief - of suspended animation, a kind of psychological shock or paralysis ... [A]t this moment the source is far more open to suggestion, far likelier to comply." A similar theory applies to economic shock therapy, or "shock treatment," the ugly term used to describe the rapid implementation of free-market reforms imposed on Chile in the wake of General Augusto Pinochet's coup. The theory is that if painful economic "adjustments" are brought in rapidly and in the aftermath of a seismic social disruption like a war, a coup, or a government collapse, the population will be so stunned, and so preoccupied with the daily pressures of survival, that it too will go into suspended animation, unable to resist. As Pinochet's finance minister, Admiral Lorenzo Gotuzzo, declared, "The dog's tail must be cut off in one chop."

That, in essence, was the working thesis in Iraq, and in keeping with the belief that private companies are more suited than governments for virtually every task, the White House decided to privatize the task of privatizing Iraq's state-dominated economy. Two months before the war began, USAID began drafting a work order, to be handed out to a private company, to oversee Iraq's "transition to a sustainable market-driven economic system." The document states that the winning company (which turned out to be the KPMG offshoot Bearing Point) will take "appropriate advantage of the unique opportunity for rapid progress in this area presented by the current configuration of political circumstances." Which is precisely what happened. L. Paul Bremer, who led the U.S. occupation of Iraq from May 2, 2003, until he caught an early flight out of Baghdad on June 28, admits that when he arrived, "Baghdad was on fire, literally, as I drove in from the airport." But before the fires from the "shock and awe" military onslaught were even extinguished, Bremer unleashed his shock therapy, pushing through more wrenching changes in one sweltering summer than the International Monetary Fund has managed to enact over three decades in Latin America. Joseph Stiglitz, Nobel laureate and former chief economist at the World Bank, describes Bremer's reforms as "an even more radical form of shock therapy than pursued in the former Soviet world."

The tone of Bremer's tenure was set with his first major act on the job: he fired 500,000 state workers, most of them soldiers, but also doctors, nurses, teachers, publishers, and

printers. Next, he flung open the country's borders to absolutely unrestricted imports: no tariffs, no duties, no inspections, no taxes. Iraq, Bremer declared two weeks after he arrived, was "open for business."

One month later, Bremer unveiled the centerpiece of his reforms. Before the invasion, Iraq's non-oil-related economy had been dominated by 200 state-owned companies, which produced everything from cement to paper to washing machines. In June, Bremer flew to an economic summit in Jordan and announced that these firms would be privatized immediately. "Getting inefficient state enterprises into private hands," he said, "is essential for Iraq's economic recovery." It would be the largest state liquidation sale since the collapse of the Soviet Union.

But Bremer's economic engineering had only just begun. In September, to entice foreign investors to come to Iraq, he enacted a radical set of laws unprecedented in their generosity to multinational corporations. There was Order 37, which lowered Iraq's corporate tax rate from roughly 40 percent to a flat 15 percent. There was Order 39, which allowed foreign companies to own 100 percent of Iraqi assets outside of the natural-resource sector. Even better, investors could take 100 percent of the profits they made in Iraq out of the country; they would not be required to reinvest and they would not be taxed. Under Order 39, they could sign leases and contracts that would last for forty years. Order 40 welcomed foreign banks to Iraq under the same favorable terms. All that remained of Saddam Hussein's economic policies was a law restricting trade unions and collective bargaining.

If these policies sound familiar, it's because they are the same ones multinationals around the world lobby for from national governments and in international trade agreements. But while these reforms are only ever enacted in part, or in fits and starts, Bremer delivered them all, all at once. Overnight, Iraq went from being the most isolated country in the world to being, on paper, its widest-open market.

At first, the shock-therapy theory seemed to hold: Iraqis, reeling from violence both military and economic, were far too busy staying alive to mount a political response to Bremer's campaign. Worrying about the privatization of the sewage system was an unimaginable luxury with half the population lacking access to clean drinking water; the debate over the flat tax would have to wait until the lights were back on. Even in the international press, Bremer's new laws, though radical, were easily upstaged by more dramatic news of political chaos and rising crime.

Some people were paying attention, of course. That autumn was awash in "rebuilding Iraq" trade shows, in Washington, London, Madrid, and Amman. *The Economist* described Iraq under Bremer as "a capitalist dream," and a flurry of new consulting firms were launched promising to help companies get access to the Iraqi market, their boards of directors stacked with well-connected Republicans. The most prominent was New Bridge Strategies, started by Joe Allbaugh, former Bush-Cheney campaign manager. "Getting the rights to distribute Procter & Gamble products can be a gold mine," one of the company's partners enthused. "One well-stocked 7-Eleven could knock out thirty Iraqi stores; a Wal-Mart could take over the country."

Soon there were rumors that a McDonald's would be opening up in downtown Baghdad, funding was almost in place for a Starwood luxury hotel, and General Motors was planning to build an auto plant. On the financial side, HSBC would have branches all over the country, Citigroup was preparing to offer substantial loans guaranteed against future sales of Iraqi oil, and the bell was going to ring on a New York-style stock exchange in Baghdad any day.

In only a few months, the postwar plan to turn Iraq into a laboratory for the neocons had been realized. Leo Strauss may have provided the intellectual framework for invading Iraq preemptively, but it was that other University of Chicago professor, Milton Friedman, author of the anti-government manifesto *Capitalism and Freedom*, who supplied the manual for what to do once the country was safely in America's hands. This represented an enormous victory for the most ideological wing of the Bush Administration. But it was also something more: the culmination of two interlinked power struggles, one among Iraqi exiles advising the White House on its postwar strategy, the other within the White House itself.

As the British historian Dilip Hiro has shown, in *Secrets and Lies: Operation 'Iraqi Freedom' and After*, the Iraqi exiles pushing for the invasion were divided, broadly, into two camps. On one side were "the pragmatists," who favored getting rid of Saddam and his immediate entourage, securing access to oil, and slowly introducing free-market reforms. Many of these exiles were part of the State Department's *Future of Iraq Project*, which generated a thirteen-volume report on how to restore basic services and transition to democracy after the war. On the other side was the "Year Zero" camp, those who believed that Iraq was so

contaminated that it needed to be rubbed out and remade from scratch. The prime advocate of the pragmatic approach was Iyad Allawi, a former high-level Baathist who fell out with Saddam and started working for the CIA. The prime advocate of the Year Zero approach was Ahmad Chalabi, whose hatred of the Iraqi state for expropriating his family's assets during the 1958 revolution ran so deep he longed to see the entire country burned to the ground - everything, that is, but the Oil Ministry, which would be the nucleus of the new Iraq, the cluster of cells from which an entire nation would grow. He called this process "de-Baathification."

A parallel battle between pragmatists and true believers was being waged within the Bush Administration. The pragmatists were men like Secretary of State Colin Powell and General Jay Garner, the first U.S. envoy to postwar Iraq. General Garner's plan was straightforward enough: fix the infrastructure, hold quick and dirty elections, leave the shock therapy to the International Monetary Fund, and concentrate on securing U.S. military bases on the model of the Philippines. "I think we should look right now at Iraq as our coaling station in the Middle East," he told the BBC. He also paraphrased T. E. Lawrence, saying, "It's better for them to do it imperfectly than for us to do it for them perfectly." On the other side was the usual cast of neoconservatives: Vice President Dick Cheney, Secretary of Defense Donald Rumsfeld (who lauded Bremer's "sweeping reforms" as "some of the most enlightened and inviting tax and investment laws in the free world"), Deputy Secretary of Defense Paul Wolfowitz, and perhaps most centrally, Undersecretary of Defense Douglas Feith. Whereas the State Department had its *Future of Iraq* report, the neocons had USAID's contract with Bearing Point to remake Iraq's economy: in 108 pages, "privatization" was mentioned no fewer than fifty-one times. To the true believers in the White House, General Garner's plans for postwar Iraq seemed hopelessly unambitious. Why settle for a mere coaling station when you can have a model free market? Why settle for the Philippines when you can have a beacon unto the world?

The Iraqi Year Zeroists made natural allies for the White House neoconservatives: Chalabi's seething hatred of the Baathist state fit nicely with the neocons' hatred of the state in general, and the two agendas effortlessly merged. Together, they came to imagine the invasion of Iraq as a kind of Rapture: where the rest of the world saw death, they saw birth - a country redeemed through violence, cleansed by fire. Iraq wasn't being destroyed by cruise missiles, cluster bombs, chaos, and looting; it was being born again. April 9, 2003, the day Baghdad fell, was day One of Year Zero.

While the war was being waged, it still wasn't clear whether the pragmatists or the Year Zeroists would be handed control over occupied Iraq. But the speed with which the nation was conquered dramatically increased the neocons' political capital, since they had been predicting a "cakewalk" all along. Eight days after George Bush landed on that aircraft carrier under a banner that said MISSION ACCOMPLISHED, the President publicly signed on to the neocons' vision for Iraq to become a model corporate state that would open up the entire region. On May 9, Bush proposed the "establishment of a U.S.-Middle East free trade area within a decade"; three days later, Bush sent Paul Bremer to Baghdad to replace Jay Garner, who had been on the job for only three weeks. The message was unequivocal: the pragmatists had lost; Iraq would belong to the believers.

A Reagan-era diplomat turned entrepreneur, Bremer had recently proven his ability to transform rubble into gold by waiting exactly one month after the September 11 attacks to launch Crisis Consulting Practice, a security company selling "terrorism risk insurance" to multinationals. Bremer had two lieutenants on the economic front: Thomas Foley and Michael Fleischer, the heads of "private sector development" for the Coalition Provisional Authority (CPA). Foley is a Greenwich, Connecticut, multimillionaire, a longtime friend of the Bush family and a Bush-Cheney campaign "pioneer" who has described Iraq as a modern California "gold rush." Fleischer, a venture capitalist, is the brother of former White House spokesman Ari Fleischer. Neither man had any high-level diplomatic experience and both use the term corporate "turnaround" specialist to describe what they do. According to Foley, this uniquely qualified them to manage Iraq's economy because it was "the mother of all turnarounds."

Many of the other CPA postings were equally ideological. The Green Zone, the city within a city that houses the occupation headquarters in Saddam's former palace, was filled with Young Republicans straight out of the Heritage Foundation, all of them given responsibility they could never have dreamed of receiving at home. Jay Hallen, a twenty-four-year-old who had applied for a job at the White House, was put in charge of launching Baghdad's new stock exchange. Scott Erwin, a twenty-one-year-old former intern to Dick Cheney, reported in an email home that "I am assisting Iraqis in the management of finances and budgeting for the domestic security forces." The college senior's favorite job before this one? "My time as an ice-

cream truck driver." In those early days, the Green Zone felt a bit like the Peace Corps, for people who think the Peace Corps is a communist plot. It was a chance to sleep on cots, wear army boots, and cry "incoming" – all while being guarded around the clock by real soldiers.

The teams of KPMG accountants, investment bankers, think-tank lifers, and Young Republicans that populate the Green Zone have much in common with the IMF missions that rearrange the economies of developing countries from the presidential suites of Sheraton hotels the world over. Except for one rather significant difference: in Iraq they were not negotiating with the government to accept their "structural adjustments" in exchange for a loan; they were the government.

Some small steps were taken, however, to bring Iraq's U.S.-appointed politicians inside. Yegor Gaidar, the mastermind of Russia's mid-nineties privatization auction that gave away the country's assets to the reigning oligarchs, was invited to share his wisdom at a conference in Baghdad. Marek Belka, who as finance minister oversaw the same process in Poland, was brought in as well. The Iraqis who proved most gifted at mouthing theneocon lines were selected to act as what USAID calls local "policy champions" – men like Ahmad al Mukhtar, who told me of his countrymen, "They are lazy. The Iraqis by nature, they are very dependent.... They will have to depend on themselves, it is the only way to survive in the world today." Although he has no economics background and his last job was reading the English-language news on television, al Mukhtar was appointed director of foreign relations in the Ministry of Trade and is leading the charge for Iraq to join the World Trade Organization.

I had been following the economic front of the war for almost a year before I decided to go to Iraq. I attended the "Rebuilding Iraq" trade shows, studied Bremer's tax and investment laws, met with contractors at their home offices in the United States, interviewed the government officials in Washington who are making the policies. But as I prepared to travel to Iraq in March to see this experiment in free-market utopianism up close, it was becoming increasingly clear that all was not going according to plan. Bremer had been working on the theory that if you build a corporate utopia the corporations will come – but where were they? American multinationals were happy to accept U.S. taxpayer dollars to reconstruct the phone or electricity systems, but they weren't sinking their own money into Iraq. There was, as yet, no McDonald's or Wal-Mart in Baghdad, and even the sales of state factories, announced so confidently nine months earlier, had not materialized.

Some of the holdup had to do with the physical risks of doing business in Iraq. But there were other more significant risks as well. When Paul Bremer shredded Iraq's Baathist constitution and replaced it with what *The Economist* greeted approvingly as "the wish list of foreign investors," there was one small detail he failed to mention: **It was all completely illegal.** The CPA derived its legal authority from United Nations Security Council Resolution 1483, passed in May 2003, which recognized the United States and Britain as Iraq's legitimate occupiers. It was this resolution that empowered Bremer to unilaterally make laws in Iraq. But the resolution also stated that the U.S. and Britain must "comply fully with their obligations under international law including in particular the Geneva Conventions of 1949 and the Hague Regulations of 1907." Both conventions were born as an attempt to curtail the unfortunate historical tendency among occupying powers to rewrite the rules so that they can economically strip the nations they control. With this in mind, the conventions stipulate that an occupier must abide by a country's existing laws unless "absolutely prevented" from doing so. They also state that an occupier does not own the "public buildings, real estate, forests and agricultural assets" of the country it is occupying but is rather their "administrator" and custodian, keeping them secure until sovereignty is re-established. This was the true threat to the Year Zero plan: since America didn't own Iraq's assets, it could not legally sell them, which meant that after the occupation ended, an Iraqi government could come to power and decide that it wanted to keep the state companies in public hands, or, as is the norm in the Gulf region, to bar foreign firms from owning 100 percent of national assets. If that happened, investments made under Bremer's rules could be expropriated, leaving firms with no recourse because their investments had violated international law from the outset.

By November, trade lawyers started to advise their corporate clients not to go into Iraq just yet, that it would be better to wait until after the transition. Insurance companies were so spooked that not a single one of the big firms would insure investors for "political risk," that high-stakes area of insurance law that protects companies against foreign governments turning nationalist or socialist and expropriating their investments.

Even the U.S.-appointed Iraqi politicians, up to now so obedient, were getting nervous

about their own political futures if they went along with the privatization plans. Communications Minister Haider al-Abadi told me about his first meeting with Bremer. "I said, 'Look, we don't have the mandate to sell any of this. Privatization is a big thing. We have to wait until there is an Iraqi government.'" Minister of Industry Mohamad Tofiq was even more direct: "I am not going to do something that is not legal, so that's it."

Both al-Abadi and Tofiq told me about a meeting - never reported in the press - that took place in late October 2003. At that gathering the twenty-five members of Iraq's Governing Council as well as the twenty-five interim ministers **decided unanimously that they would not participate in the privatization** of Iraq's state-owned companies or of its publicly owned infrastructure.

But Bremer didn't give up. International law prohibits occupiers from selling state assets themselves, but it doesn't say anything about the puppet governments they appoint. Originally, Bremer had pledged to hand over power to a directly elected Iraqi government, but in early November he went to Washington for a private meeting with President Bush and came back with a Plan B. On June 30 the occupation would officially end - but not really. It would be replaced by an appointed government, chosen by Washington. This government would not be bound by the international laws preventing occupiers from selling off state assets, but it would be bound by an "interim constitution," a document that would protect Bremer's investment and privatization laws.

The plan was risky. Bremer's June 30 deadline was awfully close, and it was chosen for a less than ideal reason: so that President Bush could trumpet the end of Iraq's occupation on the campaign trail. If everything went according to plan, Bremer would succeed in forcing a "sovereign" Iraqi government to carry out his illegal reforms. But if something went wrong, he would have to go ahead with the June 30 handover anyway because by then Karl Rove, and not Dick Cheney or Donald Rumsfeld, would be calling the shots. And if it came down to a choice between ideology in Iraq and the electability of George W. Bush, everyone knew which would win.

At first, Plan B seemed to be right on track. Bremer persuaded the Iraqi Governing Council to agree to everything: the new timetable, the interim government, and the interim constitution. He even managed to slip into the constitution a completely overlooked clause, Article 26. It stated that for the duration of the interim government, "The laws, regulations, orders and directives issued by the Coalition Provisional Authority ... shall remain in force" and could only be changed after general elections are held.

Bremer had found this legal loophole: There would be a window - seven months - when the occupation was officially over but before general elections were scheduled to take place. Within this window, the Hague and Geneva Conventions' bans on privatization would no longer apply, but Bremer's own laws, thanks to Article 26, would stand. During these seven months, foreign investors could come to Iraq and sign forty-year contracts to buy up Iraqi assets. If a future elected Iraqi government decided to change the rules, investors could sue for compensation.

But Bremer had a formidable opponent: Grand Ayatollah Ali al-Sistani, the most senior Shia cleric in Iraq. Al-Sistani tried to block Bremer's plan at every turn, calling for immediate direct elections and for the constitution to be written after those elections, not before. Both demands, if met, would have closed Bremer's privatization window. **Then**, on March 2, with the Shia members of the Governing Council refusing to sign the interim constitution, five bombs exploded in front of mosques in Karbala and Baghdad, killing close to 200 worshippers. General John Abizaid, the top U.S. commander in Iraq, **warned** that the country was on the verge of civil war. Frightened by this prospect, al-Sistani backed down and the Shia politicians signed the interim constitution. It was a familiar story: **the shock of a violent attack** paved the way for more shock therapy.

When I arrived in Iraq a week later, the economic project seemed to be back on track. All that remained for Bremer was to get his interim constitution ratified by a Security Council resolution, then the nervous lawyers and insurance brokers could relax and the sell-off of Iraq could finally begin. The CPA, meanwhile, had launched a major new P.R. [public relations] offensive designed to reassure investors that Iraq was still a safe and exciting place to do business. The centerpiece of the campaign was *Destination Baghdad Exposition*, a massive trade show for potential investors to be held in early April at the Baghdad International Fairgrounds. It was the first such event inside Iraq, and the organizers had branded the trade fair "DBX," as if it were some sort of Mountain Dew-sponsored dirt-bike race. In keeping with the extreme-sports theme, Thomas Foley traveled to Washington to tell a gathering of executives

that the risks in Iraq are akin "to skydiving or riding a motorcycle, which are, to many, very acceptable risks."

But three hours after my arrival in Baghdad, I was finding these reassurances extremely hard to believe. I had not yet unpacked when my hotel room was filled with debris and the windows in the lobby were shattered. Down the street, the Mount Lebanon Hotel had just been bombed, at that point the largest attack of its kind since the official end of the war. The next day, another hotel was bombed in Basra, then two Finnish businessmen were murdered on their way to a meeting in Baghdad. Brigadier General Mark Kimmitt finally admitted that there was a pattern at work: "the extremists have started shifting away from the hard targets ... [and] are now going out of their way to specifically target softer targets." The next day, the State Department updated its travel advisory: U.S. citizens were "strongly warned against travel to Iraq." The physical risks of doing business in Iraq seemed to be spiraling out of control. This, once again, was not part of the original plan. When Bremer first arrived in Baghdad, the armed resistance was so low that he was able to walk the streets with a minimal security entourage. During his first four months on the job, 109 U.S. soldiers were killed and 570 were wounded. In the following four months, when Bremer's shock therapy had taken effect, the number of U.S. casualties almost doubled, with 195 soldiers killed and 1,633 wounded. There are many in Iraq who argue that these events are connected – that Bremer's reforms were the single largest factor leading to the rise of armed resistance.

Take, for instance, Bremer's first casualties. The soldiers and workers he laid off without pensions or severance pay didn't all disappear quietly. Many of them went straight into the mujahedeen, forming the backbone of the armed resistance. "Half a million people are now worse off, and there you have the water tap that keeps the insurgency going. It's alternative employment," says Hussain Kubba, head of the prominent Iraqi business group Kubba Consulting. Some of Bremer's other economic casualties also have failed to go quietly. It turns out that many of the businessmen whose companies are threatened by Bremer's investment laws have decided to make investments of their own - in the resistance. It is partly their money that keeps fighters in Kalashnikovs and RPGs.

These developments present a challenge to the basic logic of shock therapy: the neocons were convinced that if they brought in their reforms quickly and ruthlessly, Iraqis would be too stunned to resist. But the shock appears to have had the opposite effect; rather than the predicted paralysis, it jolted many Iraqis into action, much of it extreme. Haider al-Abadi, Iraq's minister of communication, puts it this way: "We know that there are terrorists in the country, but previously they were not successful, they were isolated. Now because the whole country is unhappy, and a lot of people don't have jobs ... these terrorists are finding listening ears."

Bremer was now at odds not only with the Iraqis who opposed his plans but with U.S. military commanders charged with putting down the insurgency his policies were feeding. Heretical questions began to be raised: instead of laying people off, what if the CPA actually created jobs for Iraqis? And instead of rushing to sell off Iraq's 200 state-owned firms, how about putting them back to work?

From the start, the neocons running Iraq had shown nothing but disdain for Iraq's state-owned companies. In keeping with their Year Zero – apocalyptic glee, when looters descended on the factories during the war, U.S. forces did nothing. Sabah Asaad, managing director of a refrigerator factory outside Baghdad, told me that while the looting was going on, he went to a nearby U.S. Army base and begged for help. "I asked one of the officers to send two soldiers and a vehicle to help me kick out the looters. I was crying. The officer said, 'Sorry, we can't do anything, we need an order from President Bush.'" Back in Washington, Donald Rumsfeld shrugged. "Free people are free to make mistakes and commit crimes and do bad things."

To see the remains of Asaad's football-field-size warehouse is to understand why Frank Gehry had an artistic crisis after September 11 and was briefly unable to design structures resembling the rubble of modern buildings. Asaad's looted and burned factory looks remarkably like a heavy-metal version of Gehry's Guggenheim in Bilbao, Spain, with waves of steel, buckled by fire, lying in terrifyingly beautiful golden heaps. Yet all was not lost. "The looters were good-hearted," one of Asaad's painters told me, explaining that they left the tools and machines behind, "so we could work again." Because the machines are still there, many factory managers in Iraq say that it would take little for them to return to full production. They need emergency generators to cope with daily blackouts, and they need capital for parts and raw materials. If that happened, it would have tremendous implications for Iraq's stalled reconstruction, because it would mean that many of the key materials needed to rebuild –

cement and steel, bricks and furniture – could be produced inside the country.

But it hasn't happened. Immediately after the nominal end of the war, Congress appropriated \$2.5 billion for the reconstruction of Iraq, followed by an additional \$18.4 billion in October. Yet as of July 2004, **Iraq's state-owned factories had been pointedly excluded from the reconstruction contracts.** Instead, the billions have all gone to Western companies, with most of the materials for the reconstruction imported at great expense from abroad.

With unemployment as high as 67 percent, the imported products and foreign workers flooding across the borders have become a source of tremendous resentment in Iraq and yet another open tap fueling the insurgency. And Iraqis don't have to look far for reminders of this injustice; it's on display in the most ubiquitous symbol of the occupation: the blast wall. The ten-foot-high slabs of reinforced concrete are everywhere in Iraq, separating the protected – the people in upscale hotels, luxury homes, military bases, and, of course, the Green Zone – from the unprotected and exposed. If that wasn't enough, all the blast walls are imported, from Kurdistan, Turkey, or even farther afield, this despite the fact that Iraq was once a major manufacturer of cement, and could easily be again. There are seventeen state-owned cement factories across the country, but most are idle or working at only half capacity. According to the Ministry of Industry, not one of these factories has received a single contract to help with the reconstruction, even though they could produce the walls and meet other needs for cement at a greatly reduced cost. The CPA pays up to \$1,000 per imported blast wall; local manufacturers say they could make them for \$100. Minister Tofiq says there is a simple reason why the Americans refuse to help get Iraq's cement factories running again: among those making the decision, "no one believes in the public sector." *

[* Tofiq did say that several U.S. companies had expressed strong interest in buying the state-owned cement factories. This supports a widely-held belief in Iraq that there is a deliberate strategy to neglect the state firms so that they can be sold more cheaply – a practice known as "starve then sell."]

This kind of ideological blindness has turned Iraq's occupiers into prisoners of their own policies, hiding behind walls that, by their very existence, fuel the rage at the U.S. presence, thereby feeding the need for more walls. In Baghdad the concrete barriers have been given a popular nickname: Bremer walls.

As the insurgency grew, it soon became clear that if Bremer went ahead with his plans to sell off the state companies, it could worsen the violence. There was no question that privatization would require layoffs: the Ministry of Industry estimates that roughly 145,000 workers would have to be fired to make the firms desirable to investors, with each of those workers supporting, on average, five family members. For Iraq's besieged occupiers the question was: Would these shock-therapy casualties accept their fate or would they rebel?

The answer arrived, in rather dramatic fashion, at one of the largest state-owned companies, the General Company for Vegetable Oils. The complex of six factories produces cooking oil, hand soap, laundry detergent, shaving cream, and shampoo. At least that is what I was told by a receptionist who gave me glossy brochures and calendars boasting of "modern instruments" and "the latest and most up to date developments in the field of industry." But when I approached the soap factory, I discovered a group of workers sleeping outside a darkened building. Our guide rushed ahead, shouting something to a woman in a white lab coat, and suddenly the factory scrambled into activity: lights switched on, motors revved up, and workers – still blinking off sleep – began filling two-liter plastic bottles with pale blue Zahi brand dishwashing liquid.

I asked Nada Ahmed, the woman in the white coat, why the factory wasn't working a few minutes before. She explained that they have only enough electricity and materials to run the machines for a couple of hours a day, but when guests arrive – would-be investors, ministry officials, journalists – they get them going. "For show," she explained. Behind us, a dozen bulky machines sat idle, covered in sheets of dusty plastic and secured with duct tape.

In one dark corner of the plant, we came across an old man hunched over a sack filled with white plastic caps. With a thin metal blade lodged in a wedge of wax, he carefully whittled down the edges of each cap, leaving a pile of shavings at his feet. "We don't have the spare part for the proper mold, so we have to cut them by hand," his supervisor explained apologetically. "We haven't received any parts from Germany since the sanctions began." I noticed that even on the assembly lines that were nominally working there was almost no mechanization: bottles were held under spouts by hand because conveyor belts don't convey, lids once snapped on by machines were being hammered in place with wooden mallets. Even the water for the factory was drawn from an outdoor well, hoisted by hand, and carried inside.

The solution proposed by the U.S. occupiers was not to fix the plant but to sell it, and so when Bremer announced the privatization auction back in June 2003 this was among the first companies mentioned. Yet when I visited the factory in March, nobody wanted to talk about the privatization plan; the mere mention of the word inside the plant inspired awkward silences and meaningful glances. This seemed an unnatural amount of subtext for a soap factory, and I tried to get to the bottom of it when I interviewed the assistant manager. But the interview itself was equally odd: I had spent half a week setting it up, submitting written questions for approval, getting a signed letter of permission from the minister of industry, being questioned and searched several times. But when I finally began the interview, the assistant manager refused to tell me his name or let me record the conversation. "Any manager mentioned in the press is attacked afterwards," he said. And when I asked whether the company was being sold, he gave this oblique response. "If the decision was up to the workers, they are against privatization; but if it's up to the high ranking officials and government, then privatization is an order and orders must be followed."

I left the plant feeling that I knew less than when I'd arrived. But on the way out of the gates, a young security guard handed my translator a note. He wanted us to meet him after work at a nearby restaurant, "to find out what is really going on with privatization." His name was Mahmud, and he was a twenty-five-year-old with a neat beard and big black eyes. (For his safety, I have omitted his last name.) His story began in July, a few weeks after Bremer's privatization announcement. The company's manager, on his way to work, was shot to death. Press reports speculated that the manager was murdered because he was in favor of privatizing the plant, but Mahmud was convinced that he was killed because he opposed the plan. "He would never have sold the factories like the Americans want. That's why they killed him."

The dead man was replaced by a new manager, Mudhfar Ja'far. Shortly after taking over, Ja'far called a meeting with ministry officials to discuss selling off the soap factory, which would involve laying off two thirds of its employees. Guarding that meeting were several security officers from the plant. They listened closely to Ja'far's plans and promptly reported the alarming news to their coworkers. "We were shocked," Mahmud recalled. "If the private sector buys our company, the first thing they would do is reduced the staff to make more money. And we will be forced into a very hard destiny, because the factory is our only way of living."

Frightened by this prospect, a group of seventeen workers, including Mahmud, marched into Ja'far's office to confront him on what they had heard. "Unfortunately, he wasn't there, only the assistant manager, the one you met," Mahmud told me. A fight broke out: one worker struck the assistant manager, and a bodyguard fired three shots at the workers. The crowd then attacked the bodyguard, took his gun, and, Mahmud said, "stabbed him with a knife in the back three times. He spent a month in the hospital." In January there was even more violence. On their way to work, Ja'far, the manager, and his son were shot and badly injured. Mahmud told me he had no idea who was behind the attack, but I was starting to understand why factory managers in Iraq try to keep a low profile.

At the end of our meeting, I asked Mahmud what would happen if the plant was sold despite the workers' objections. "There are two choices," he said, looking me in the eye and smiling kindly. "Either we will set the factory on fire and let the flames devour it to the ground, or we will blow ourselves up inside of it. But it will not be privatized."

If there ever was a moment when Iraqis were too disoriented to resist shock therapy, that moment has definitely passed. Labor relations, like everything else in Iraq, has become a blood sport. The violence on the streets howls at the gates of the factories, threatening to engulf them. Workers fear job loss as a death sentence, and managers, in turn, fear their workers, a fact that makes privatization distinctly more complicated than the neocons foresaw.*

[* It is in Basra where the connections between economic reforms and the rise of the resistance was put in starkest terms. In December the union representing oil workers was negotiating with the Oil Ministry for a salary increase. Getting nowhere, the workers offered the ministry a simple choice: increase their paltry salaries or they would all join the armed resistance. They received a substantial raise.]

As I left the meeting with Mahmud, I got word that there was a major demonstration outside the CPA headquarters. Supporters of the radical young cleric Moqtada al Sadr were protesting the closing of their newspaper, *al Hawza*, by military police. The CPA accused *al Hawza* of publishing "false articles" that could "pose the real threat of violence." As an example, it cited an article that claimed Bremer "is pursuing a policy of starving the Iraqi people to make them preoccupied with procuring their daily bread so they do not have the chance to demand their political and individual freedoms." To me it sounded less like hate literature than a concise

summary of Milton Friedman's recipe for shock therapy.

A few days before the newspaper was shut down, I had gone to Kufa during Friday prayers to listen to al Sadr at his mosque. He had launched into a tirade against Bremer's newly signed interim constitution, calling it "an unjust, terrorist document." The message of the sermon was clear: Grand Ayatollah Ali al Sistani may have backed down on the constitution, but al Sadr and his supporters were still determined to fight it – and if they succeeded they would sabotage the neocons' careful plan to saddle Iraq's next government with their "wish list" of laws. With the closing of the newspaper, Bremer was giving al Sadr his response: he wasn't negotiating with this young upstart; he'd rather take him out with force.

When I arrived at the demonstration, the streets were filled with men dressed in black, the soon-to-be legendary Mahdi Army. It struck me that if Mahmud lost his security guard job at the soap factory, he could be one of them. That's who al Sadr's foot soldiers are: the young men who have been shut out of the neocons' grand plans for Iraq, who see no possibilities for work, and whose neighborhoods have seen none of the promised reconstruction. Bremer has failed these young men, and everywhere that he has failed, Moqtada al Sadr has cannily set out to succeed. In Shia slums from Baghdad to Basra, a network of Sadr Centers coordinate a kind of shadow reconstruction. Funded through donations, the centers dispatch electricians to fix power and phone lines, organize local garbage collection, set up emergency generators, run blood drives, direct traffic where the streetlights don't work. And yes, they organize militias too. Al Sadr took Bremer's economic casualties, dressed them in black, and gave them rusty Kalashnikovs. His militiamen protected the mosques and the state factories when the occupation authorities did not, but in some areas they also went further, zealously enforcing Islamic law by torching liquor stores and terrorizing women without the veil. Indeed, the astronomical rise of the brand of religious fundamentalism that al Sadr represents is another kind of blowback from Bremer's shock therapy: if the reconstruction had provided jobs, security, and services to Iraqis, al Sadr would have been deprived of both his mission and many of his newfound followers.

At the same time as al Sadr's followers were shouting "Down with America" outside the Green Zone, something was happening in another part of the country that would change everything. Four American mercenary soldiers were killed in Fallujah, their charred and dismembered bodies hung like trophies over the Euphrates. The attacks would prove a devastating blow for the neocons, one from which they would never recover. With these images, investing in Iraq suddenly didn't look anything like a capitalist dream; it looked like a macabre nightmare made real.

The day I left Baghdad was the worst yet. Fallujah was under siege and Brig. Gen. Kimmitt was threatening to "destroy the al-Mahdi army." By the end, roughly 2,000 Iraqis were killed in those twin campaigns. I was dropped off at a security checkpoint several miles from the airport, then loaded onto a bus jammed with contractors lugging hastily packed bags. Although no one was calling it one, this was an evacuation: over the next week 1,500 contractors left Iraq, and some governments began airlifting their citizens out of the country. On the bus no one spoke; we all just listened to the mortar fire, craning our necks to see the red glow. A guy carrying a KPMG briefcase decided to lighten things up. "So is there business class on this flight?" he asked the silent bus. From the back, somebody called out, "Not yet."

Indeed, it may be quite a while before business class truly arrives in Iraq. When we landed in Amman, we learned that we had gotten out just in time. That morning three Japanese civilians were kidnapped and their captors were threatening to burn them alive. Two days later Nicholas Berg went missing and was not seen again until the snuff film surfaced of his beheading, an even more terrifying message for U.S. contractors than the charred bodies in Fallujah. These were the start of a wave of kidnappings and killings of foreigners, most of them businesspeople, from a rainbow of nations: South Korea, Italy, China, Nepal, Pakistan, the Philippines, Turkey. By the end of June more than ninety contractors were reported dead in Iraq. When seven Turkish contractors were kidnapped in June, their captors asked the "company to cancel all contracts and pull out employees from Iraq." Many insurance companies stopped selling life insurance to contractors, and others began to charge premiums as high as \$10,000 a week for a single Western executive – the same price some insurgents reportedly pay for a dead American.

For their part, the organizers of DBX, the historic Baghdad trade fair, decided to relocate to the lovely tourist city of Diyarbakir in Turkey, "just 250 km from the Iraqi border." An Iraqi landscape, only without those frightening Iraqis. Three weeks later just fifteen people showed up for a Commerce Department conference in Lansing, Michigan, on investing in Iraq. Its host,

Republican Congressman Mike Rogers, tried to reassure his skeptical audience by saying that Iraq is "like a rough neighborhood anywhere in America." The foreign investors, the ones who were offered every imaginable free-market enticement, are clearly not convinced; there is still no sign of them. Keith Crane, a senior economist at the Rand Corporation who has worked for the CPA, put it bluntly: "I don't believe the board of a multinational company could approve a major investment in this environment. If people are shooting at each other, it's just difficult to do business." Hamid Jassim Khamis, the manager of the largest soft-drink bottling plant in the region, told me he can't find any investors, even though he landed the exclusive rights to produce Pepsi in central Iraq. "A lot of people have approached us to invest in the factory, but people are really hesitating now." Khamis said he couldn't blame the; in five months he has survived an attempted assassination, a carjacking, two bombs planted at the entrance of his factory, and the kidnapping of his son.

Despite having been granted the first license for a foreign bank to operate in Iraq in forty years, HSBC still hasn't opened any branches, a decision that may mean losing the coveted license altogether. Procter & Gamble has put its joint venture on hold, and so has General Motors. The U.S. financial backers of the Starwood luxury hotel and multiplex have gotten cold feet, and Siemens AG has pulled most staff from Iraq. The bell hasn't rung yet at the Baghdad Stock Exchange – in fact you can't even use credit cards in Iraq's cash-only economy. New Bridge Strategies, the company that had gushed back in October about how "a Wal-Mart could take over the country," is sounding distinctly humbled. "McDonald's is not opening anytime soon," company partner Ed Rogers told the *Washington Post*. Neither is Wal-Mart. The *Financial Times* has declared Iraq "the most dangerous place in the world in which to do business." It's quite an accomplishment: **in trying to design the best place in the world to do business, the neocons have managed to create the worst**, the most eloquent indictment yet of the guiding logic behind deregulated free markets.

The violence has not just kept investors out; it also forced Bremer, before he left, to abandon many of his central economic policies. Privatization of the state companies is off the table; instead, several of the state companies have been offered up for lease, but only if the investor agrees not to lay off a single employee. Thousands of the state workers that Bremer fired have been rehired, and significant raises have been handed out in the public sector as a whole. Plans to do away with the food-ration program have also been scrapped – it just doesn't seem like a good time to deny millions of Iraqis the only nutrition on which they can depend.

The final blow to the neocon dream came in the weeks before the handover. The White House and the CPA were rushing to get the U.N. Security Council to pass a resolution endorsing their handover plan. They had twisted arms to give the top job to former CIA agent Iyad Allawi, a move that will ensure that Iraq becomes, at the very least, the coaling station for U.S. troops that Jay Garner originally envisioned. But if major corporate investors were going to come to Iraq in the future, they would need a stronger guarantee that Bremer's economic laws would stick. There was only one way of doing that: the Security Council resolution had to ratify the interim constitution, which locked in Bremer's laws for the duration of the interim government. But al Sistani once again objected, this time unequivocally, saying that the constitution has been "rejected by the majority of the Iraqi people." On June 8 the Security Council unanimously passed a resolution that endorsed the handover plan but made absolutely no reference to the constitution. In the face of this far-reaching defeat, George W. Bush celebrated the resolution as a historic victory, one that came just in time for an election trail photo op at the G-8 Summit in Georgia.

With Bremer's laws in limbo, Iraqi ministers are already talking openly about breaking contracts signed by the CPA. Citigroup's loan scheme has been rejected as a misuse of Iraq's oil revenues. Iraq's communication minister is threatening to renegotiate contracts with the three communications firms providing the country with its disastrously poor cell phone service. And the Lebanese and U.S. companies hired to run the state television network have been informed that they could lose their licenses because they are not Iraqi. "We will see if we can change the contract," Hamid al-Kifaey, spokesperson for the Governing Council, said in May. "They have no idea about Iraq." For most investors, this complete lack of legal certainty simply makes Iraq too great a risk.

But while the Iraqi resistance has managed to scare off the first wave of corporate raiders, there's little doubt that they will return. Whatever form the next Iraqi government takes – nationalist, Islamist, or free market – it will inherit a crushing \$120 billion debt. Then, as in all poor countries around the world, men in dark blue suits from the IMF will appear at the door, bearing loans and promises of economic boom, provided that certain structural adjustments are

made, which will, of course, be rather painful at first but well worth the sacrifice in the end. In fact, the process has already begun: the IMF is poised to approve loans worth \$2.5-\$4.25 billion, pending agreement on the conditions. After an endless succession of courageous last stands and far too many lost lives, Iraq will become a poor nation like any other, with politicians determined to introduce policies rejected by the vast majority of the population, and all the imperfect compromises that will entail. The free market will no doubt come to Iraq, but the neoconservative dream of transforming the country into a free-market utopia has already died, a casualty of a greater dream – a second term for George W. Bush.

The great historical irony of the catastrophe unfolding in Iraq is that the shock-therapy reforms that were supposed to create an economic boom that would rebuild the country have instead fueled a resistance that ultimately made reconstruction impossible. Bremer's reforms unleashed forces that the neocons neither predicted nor could hope to control, from armed insurrections inside factories to tens of thousands of unemployed young men arming themselves. These forces have transformed Year Zero in Iraq into the mirror opposite of what the neocons envisioned: not a corporate utopia but a ghoulish dystopia, where going to a simple business meeting can get you lynched, burned alive, or beheaded. These dangers are so great that in Iraq global capitalism has retreated, at least for now. For the neocons, this must be a shocking development: their ideological belief in greed turns out to be stronger than greed itself.

Iraq was to the neocons what Afghanistan was to the Taliban: the one place on Earth where they could force everyone to live by the most literal, unyielding interpretation of their sacred texts. One would think that the bloody results of this experiment would inspire a crisis of faith: in the country where they had absolute free reign, where there was no local government to blame, where economic reforms were introduced at their most shocking and most perfect, they created, instead of a model free market, a failed state no right-thinking investor would touch. And yet the Green Zone neocons and their masters in Washington are no more likely to reexamine their core beliefs than the Taliban mullahs were inclined to search their souls when their Islamic state slid into a debauched Hades of opium and sex slavery. When facts threaten true believers, they simply close their eyes and pray harder.

Which is precisely what Thomas Foley has been doing. The former head of "private sector development" has left Iraq, a country he had described as "the mother of all turnarounds," and has accepted another turnaround job, as co-chair of George Bush's re-election committee in Connecticut. On April 30 in Washington he addressed a crowd of entrepreneurs about business prospects in Baghdad. It was a tough day to be giving an upbeat speech: that morning the first photographs had appeared out of Abu Ghraib, including one of a hooded prisoner with electrical wires attached to his hands. This was another kind of shock therapy, far more literal than the one Foley had helped to administer, but not entirely unconnected. "Whatever you're seeing, it's not as bad as it appears," Foley told the crowd. "You just need to accept that on faith."

Harper's Magazine, September 2004. Naomi Klein is the author of *No Logo* and writer/producer of *The Take*, a new documentary on Argentina's occupied factories.

LES VOLEURS DE MASSE

Le pillage légal de l'Irak

Sous la pression des collectionneurs américains, les lois irakiennes seraient modifiées afin de permettre l'exportation légale des antiquités vers de riches collectionneurs américains.

Avant le conflit, le Pentagone avait été mis au courant des dangers qu'un conflit armé pourraient avoir sur les sites archéologiques et les musées, par notamment l'UNESCO et l'Archaeological Institute of America.

Pourtant l'administration américaine a reçu des plans et des rapports sur le patrimoine irakien des mains de Monsieur Ashton Hawkins, président de l'ACCP ou l'American Council for Cultural Policy (CNN, Alphonso Van Marsh, 01-03.03). Monsieur Ashton Hawkins n'est ni archéologue ni philologue ni historien, il est avocat. Il a exercé son métier notamment au Metropolitan Museum jusqu'en 2000. Puis, il a créé l'ACCP en collaboration avec le cabinet d'avocats Gersten, Savage & Kaplowitz

b) Qu'est-ce que l'American Council for Cultural Policy? C'est une organisation qui a pour but de permettre l'acquisition d'antiquité provenant de pays "riche" en matériel

archéologique par des collectionneurs américains pour le motif suivant(The Art Newspaper.com):

"We believe that legitimate dispersal of cultural material through the market is one of the best ways to protect it. We're interested in the protection of culture as much as the protection of legitimate collecting".

C'est donc pour protéger le patrimoine de l'humanité que l'ACCP veut permettre l'acquisition des antiquités par des privés.

c) Quelles sont les propositions de ACCP? Monsieur Ashton Hawkins a proposé son aide au musée du Caire. Musées et institutions pourraient acheter les objets qui se trouvent dans les réserves du musée de Caire. Avec cet argent, l'Egypte pourrait, par exemple, construire un musée sur le plateau de Gizeh.

L'Irak est un pays riche grâce à ses réserves de pétrole, l'échange argent contre objets n'est pas possible. Monsieur Ashton Hawkins a proposé de changer la législation irakienne qu'il juge trop restrictive. Maintenant maître du pays, les USA vont changer les lois irakiennes, il sera aisé de libéraliser la sortie d'antiquités du pays.

d) Pourquoi les propositions de l'ACCP vont contre l'intérêt de toute l'humanité?

- Un objet dans une collection privée est perdu pour la recherche scientifique. Un musée est ouvert à tous, les objets sont à disposition de ceux qui veulent étudier l'histoire de l'humanité. Un objet chez un collectionneur privé ne devient qu'un objet décoratif, il ne peut pas être consulté par un archéologue. Si nous voulons connaître le passé de l'humanité, il est impératif que les objets antiques restent dans les musées.

e) Le temps des colonies est-il revenu?

Le patrimoine irakien appartient au peuple irakien. Changer les lois irakiennes dans le but de permettre à des collectionneurs américains de les acquérir est un vol. Le peuple irakien, mais aussi toute l'humanité seraient les victimes d'une telle mesure.

Le pillage légal de l'Irak serait-il un nouveau type de dommage collatéral? C'est pour le bien de l'Irak que son patrimoine serait vendu à des collectionneurs américains. Les Irakiens sont capables de s'occuper de leur patrimoine. Penser le contraire, c'est penser comme un colonisateur.

< <http://www.ezida.com/patrimoine%20culturel%20de%20l%20humanite.htm> >

Arundhati Roy dit qu'il faut soutenir la résistance irakienne

It is absurd to condemn the resistance to the U.S. occupation in Iraq, as being masterminded by terrorists or insurgents or supporters of Saddam Hussein. After all if the United States were invaded and occupied, would everybody who fought to liberate it be a terrorist or an insurgent or a Bushite? Voir la suite dans:

< www.antiimperialista.com/view.shtml?category=11&id=1093950960 >

4 - Le pays des faux-juifs

RETOUR À L'ENVOYEUR

Changing fortunes lead Soviet Jews from Israel to Russia

Slowly but surely, the synagogues of Moscow are filling up again. In the late 1980s and early 1990s close to one million Soviet Jews emigrated to Israel. The Soviet Union was collapsing, Russia was in economic and social chaos and anti-Semitism was rampant.

"When they left they were cursing this country saying, 'My feet will never set foot on this soil again,' such hatred and unhappiness. But we must admit things have changed," said Berl

Lazar, Russia's chief rabbi. The Russian economy that was on the verge of collapse is now booming, while the Israeli economy is sinking under the weight of the intefadeh. **Israelis live in a state of siege.** And in spite of bloody exceptions, such as the recent Moscow subway bombing, Russians feel their security problems are confined to faraway Chechnya. Moreover, says Rabbi Lazar, anti-Semitism in Russia is declining.

"We know anti-Semitic attacks are less than in the past. People can get a job in the government, people can feel secure within government, they won't hear anti-Semitic insults. This is a big change." Dr. Igor Dvrdon is one of the Russian Jews who returned. He's been back in Moscow for two years. Because doctors in Russia earn just \$300 per month Dvrdon is working at his second profession, journalism, writing for a Jewish internet news service. Dvrdon fled Russia in 1989 right after graduating from medical school. He was full of hope at the time. For years he dreamed of moving to Israel and living in a democracy, free of the humiliating anti-Semitism that was so much a part of Russia. As a committed Jew, he wanted to help secure the Jewish homeland. But Dvrdon says soon after arriving in Israel, he woke up.

"For a new immigrant it is especially hard to advance in this system (Israel), this system is built on connections." Dvrdon says he quickly discovered that Israeli-born Jews had all the good jobs and all that all the promotions went other Israeli Jews and their relatives. He says Israeli-born doctors at his hospital used their connections to evade compulsory military service. He on the other hand ended up serving four-month stints on the army front lines every year. "I was in Lebanon, I was two times in the occupied territory in Hebron, Bethlehem, I said 'Enough!'"

No matter how hard he tried to learn Hebrew and fit in Dvrdon says Israeli Jews always **considered him a Russian rather than a Jew.** And he says, he missed Russia terribly. Rabbi Lazar estimates that between 50,000 and 100,000 of the one million that left have returned in the past three years, creating what he calls, a renaissance in the Russian Jewish community. They are coming back with a lot of knowledge of what a Jewish community should be like, so where they go they do help the locals learn more about their Jewishness." But Rabbi Lazar many of the returnees are also conflicted; torn between going home to Russia and feeling guilty for abandoning Israel. Israel still encourages Russian Jews to emigrate. The Jewish state needs immigration. The birthrate amongst Arabs living in Israel is much higher than the Jewish birthrate. Without immigration Arabs could outnumber Jews in Israel in a few decades. But given Russia's new stability and prosperity Russian Jews are now staying home and increasingly, a growing number of those who left, are returning.

< <http://www.cbc.ca/stories/2004/06/20/world/russianjews040620> >

5 - Les mystères de New York

UNE CERTITUDE

Now we know for sure they lied about 9/11

New video delivers the goods about government's false 9/11 Pentagon story

By John Kaminski skylax@comcast.net

I challenge anyone to watch the new "911 In Plane Site" video and still believe the government's story that a jet airliner full of passengers hit the Pentagon on September 11, 2001. It simply can't be done. I'll bet anyone any amount of anything that they just can't do it.

Utilizing footage from TV networks — often stuff that was shown only one time and never seen again — the Power Hour radio show's Dave Von Kleist methodically provides proof positive that the government lied about what happened in Washington on that fateful day, an event that was the culmination of the greatest sneak attack in American history.

The damning images of flames raging inside the Pentagon behind an unbroken wall with many unbroken windows and an unbroken roof line clearly demonstrates that whatever caused the explosion and fire inside America's most secure building, coupled with no significant trace of airplane wreckage at any time during the disaster, was no giant airliner.

It wasn't until long after the fire began that the roof finally collapsed, and even then, the hole that was created in no way resembles the ghastly imprint two other jets left when they struck the World Trade Center towers in New York City mere minutes before.

What this means for the American people is that the story President Bush, Defense Secretary Rumsfeld, and all those other government officials told the world that day is a lie, a gigantic and bald-faced lie.

A hijacked airliner never hit the Pentagon, and this film proves it. As VonKleist, who both wrote and produced this masterpiece, asks in the film, "How does a plane 125 feet wide and 155 feet long fit into a hole which is only 16 feet across?"

Since day one, the only thing that every single, skeptical 9/11 researcher has ever wanted during all the research they have undertaken during the past three years is one single, irrefutable fact that could disprove the government's blatant lie. Because proving one lie means their whole story is false. One provable lie means 9/11 is not what they said it was.

This is the film that does it. And this is a development in the 9/11 story that no one in America or the world can afford to ignore.

Indictments and arrests should begin immediately based on this film alone. Top members of the government lied about what happened. This is a statement that can no longer be challenged as false. It is now up to American law enforcement officials to act in this matter, or the American people will realize our leaders are allowed to break the law, and the laws no longer apply to them.

And the Pentagon revelation is only the start of this remarkable film, a 70-minute documentary that delves into only four major aspects of Sept. 11.

Having viewed this film with two relatives who did believe the government's story prior to viewing, I interpreted the ashen looks on their faces as a valid testament to the movie's power. Before seeing it, they basically believed what they'd heard on TV about what happened on 9/11. Afterwards, they both told me that they no longer did.

After the Pentagon segment, Von Kleist turns his attention to the plume, a giant puff of smoke that rises from the base of the Twin Towers PRIOR to their collapse. Although Von Kleist doesn't say so (and doesn't really make any conclusions in his objective presentation of film fact), the viewer is left to contemplate whether this was the explosion that brought down the towers. A great clip of firemen describing how the buildings were demolished leaves viewers with that distinct impression.

The most controversial aspect of the film, one which led me and other potential reviewers to express reservations about the film before we'd actually seen it, was the inclusion of material from Phil Jayhan's letsroll911.org website, the most astounding aspect of which is footage that shows both jetliners appearing to fire missiles at the towers in the instant before impact.

It simply sounded too preposterous. It sounded as untenable as the hologram theory. Many of us worried it was deliberate disinformation, designed to destroy the 9/11 skeptics movement.

You need to see it. Four different people with four different cameras recorded it. I am no photographic expert. I can't tell you when a film has been tampered with or when it hasn't. I can only tell you what I saw. It looks real, and the patient pacing of Von Kleist's explanation will make it most difficult for you to deny what you are seeing.

But my initial fear that the 9/11 truth movement could be hurt by this footage was completely erased after I saw the Pentagon segment, because if people watch that, they will have no alternative but to realize that their leaders are criminals — liars, traitors and mass murderers — who have covered up the truth about 9/11 because they were involved in it.

This is not a conspiracy theory. These are facts recorded on film. See it for yourself. You can't afford not to. After all, what is at stake is the future of freedom, and that's not an exaggeration.

And all the subsequent carnage that Bush and his criminal friends have inflicted on the world is predicated on this one colossal lie.

No jetliner hit the Pentagon. This film proves it. This film proves the government lied — big time — about what happened on 9/11. Think about the people who are involved in this lie. Everybody on television. Everybody at the major newspapers. Everybody in the Congress. Thousands of people.

Think about all the lives that have been needlessly thrown away as a result of this lie.

Think about America. It's a lie. This film proves it.

I talked with Phil Jayhan last night. I told him that I was not a film expert, but that the missile footage looked real to me. And I congratulated him on the tireless outreach he's done on

this project. More than any other 9/11 researcher, he has contacted more people and produced more results than anybody else.

We had argued about this issue in the past. I worried if the missile footage were proven to false or tampered with, the whole movement could be hurt.

I no longer believe that the missile footage — should it somehow be proven false — can hurt the 9/11 skeptics movement, in large part because the Pentagon footage was so masterfully presented that no one in their right mind can deny that no hijacked airliner hit the Pentagon.

I have previously advocated that the time the towers took to fall was the smoking gun of 9/11, because that indicated the WTC buildings had been demolished, since they fell at the same speed as debris off to the side. Jayhan responded that Twin Tower demolition could one day be explained away as a way to prevent more deaths than actually happened. I had to agree the perps could do that, if their demolition scheme were ever to be revealed to the public.

But, Jayhan stressed, there can be no alternative reason for a plane firing missiles at the towers just before impact.

See the film. Make your own decision.

Writer/producer Von Kleist, director William Lewis and Power Hour Productions deserve all the credit possible for bringing this presentation to the world. This could in fact be the one item that finally overturns the coverup.

Every American should see this film. And every cop, too. And perhaps if there is a prosecutor remaining in America with a scintilla of honesty and integrity, he should consider this video as prima facie evidence in the greatest crime in American history, and maybe do something about that.

To order the film, go to <http://www.thepowerhour.com/>

To see clips of the missile firing, check out <http://letsroll911.org/>

For more information see <http://www.johnkaminski.com/>

Petite vidéo à regarder le soir au coin du feu.

< <http://www.elchulo.net/files/pentagon.swf> >

6 - Le ROW

SHAMIRIANA

Israel Shamir répond sur le procès d'antisémitisme

Wot, again antisemitism! Probably you utter this moment and your hand crawls to the magic 'delete' button. Indeed we did not plan to turn this group into antisemitism.alt but our adversaries are adamant - that is what they want to argue about. This discussion in the One Democratic State association was started by an American Jewish activist Daniel Lazare. (First part of this discussion was published in the <shamireaders>, and you may read it on.) Dan Lazare is not much of a thinker; he is unable to produce an argument - for a good reason that he never had to. He, and many other Jews were used to stop any discussion by the magic word "antisemitismus!" **Not anymore**, and surely not in our group; we want better reasons than a label can provide. Lazare reminded me of old communist apparatchiks who would label their opponents 'antisoviet!' and avoid real discussion. However he was very well refuted by our friends Noel Ignatiev (Boston), Sami al Deeb (Geneva), Joh Domingo (SA-OZ), Silvia Cattori (Geneva), Maria Poumier (Paris), Karin Friedemann, Paul Eisen (London), Dan McGowan (New York) and last but not least - our friend Ahmad Abouali from the besieged Palestinian city of Nablus. As the result of this discussion we can proclaim formation of a free territory of

discourse: free from Fear of Jews. Naturally, it is good for Jews as well - if they are ready to part with their privilege and be equal among equals. We do not intend to exclude Lazare or indeed any Jewish or Zionist settler, or any fighter against Jewish privilege - provided they support One Democratic State, i.e. equality. But we won't bend to their order, no way! (My reply will be sent separately).

1. From Daniel Lazare:

Once more unto the breach..

My relations with the Association for One Democratic State in Palestine / Israel are reaching a breaking point. I was shocked by much of what I heard at the Lausanne conference and equally taken aback by the reaction to my proposed resolution against anti-Jewish and anti-Arab racism. Some friends and I have recently begun researching one of your board members, Israel Shamir, and what we have found has left me more alarmed than ever. If I had know about Shamir, his writings, and his role in your organization, I would never have attended the Lausanne conference. As it is, I will resign from the Association if he is not expelled as of the next general meeting in Florence. If no action is taken, moreover, I will use all available resources, political and journalistic, to expose your group as fraudulent and counter-productive to the cause of anti-Zionism and Palestinian liberation.

Here is what we have come up with:

1) After a suicide bomber 20 Israeli teenagers at the disco "Dolphinarium," Shamir attributed the bombing to Jews. See his article "Doute et certitude" at <http://www.israelshamir.net/french/doubtfollowup.html> >

2) The revisionist web site < [aaargh-international.org](http://www.aaargh-international.org) > quotes Shamir as professing (in AAARGH'S words) "complete agnosticism" concerning about the Holocaust. See <http://www.aaargh-international.org/fran/actu/actu01/actu0109.html> > for the complete text.

3) In August 2003, Shamir announced that only 300,000 Jews died at Auschwitz, not four million, and posted a text by German far-rightist Horst Mahler to that effect.

4) In Nov. 11, 2002, Shamir declared in a lengthy article that although the Protocols of the Elders of Zion, the notorious czarist forgery, are apocryphal, they nonetheless bare the truth about the Jews and their efforts at world domination. Full text available at <http://www.rense.com/general32/elders.htm> >

5) In an article "Bloodcurdling Libel," published on July 20, 2003, Shamir excused the accusations of ritual crimes against the Jews in the Middle Ages by saying that the Jews brought such charges on themselves by virtue of their bloody fanaticism. In the same article, he said of the defenders of Alfred Dreyfus and Mendel Beyliss: "They excluded a priori the possible guilt of Captain Dreyfus or Beyliss. Instead of standing aside and allowing the justice to take its due course, they created mass hysteria in France and Russia, thus obtaining acquittals but also undermining popular belief in the judicial system. After Dreyfus and Beyliss trials, Jews rose above the law." See <http://www.israelshamir.net/english/blood.htm> > for the full text.

6) In an article published on Aug. 14, 2002, entitled "Take the money and run," Shamir said that the U.S. and Britain bombed France and Germany during World War II because they had "offend[ed] Jews."

7) In an article entitled "Midas Ears," published on Mar. 11, 2003, Shamir stated that "it is proven now beyond any reasonable doubt that the Jews of France secretly bought and subverted French media for many years in order to distort the national discourse and eventually push unprepared France into the horrible and unneeded World War Two." See <http://www.israelshamir.net/english/midasears.html> > for full text.

[The source is Simon Epstein, Israeli historian of French origin. See *Gazette du Golfe et des banlieues*, n° 19, 2003]

8) In an article "Rock of Dissent," posted on Aug. 17, 2002, Shamir said of the neo-Nazi National Alliance, "these people should be worked with, not rejected out of hand. Some of their erroneous ideas could be corrected. If they would just say 'affirmation of European legacy' instead of 'white supremacy.'" See <http://shamir.mediamonitors.net/august172002.html> > for full text.

9) Shamir's web site currently carries an article, "White Nationalists - A Possible Ally?" by Joh Domingo, declaring that the "anti-Semitism of White Nationalists" like the Ku Klux Klan leader David Duke "is a reaction to Jewish racist assertion in White societies. As such, it is a mild form of nationalism. From a White-Nationalist point of view, it can be seen to be a moral imperative and necessary to combat the Jewish war against their values and heritage." Full text available at <http://www.israelshamir.net/english/JohD.shtml> >

10) In his book *L'autre visage d'Israel* (2003) Shamir wrote that "Jews are those who rejected Christ, which is why they are condemned to wander until they recognize their mistake."

11) On Apr. 23, 2002, Shamir called for a vote for Jean-Marie LePen, describing French popular support for the far rightist as a response to projected "Judeo-Nazi occupation" of Paris. See text at

< http://sf.indymedia.org/news/2002/05/126001_comment.php >

12) Shamir has ties to the red-brown Russian journals *Zavtra* and *Politika*, both virulently anti-Semitic.

Anyone who peruses Shamir's writings at www.israelshamir.net will have no trouble coming up with other examples of anti-Jewish vituperation. This is not merely a case of sloppy or intemperate language, but a return to the of classic anti-Semitism of people like Wilhelm Marr and Edouard Adolphe Drumont. Shamir is a far rightist who is rapidly moving in the direction of full-fledged fascism. You cannot allow him to use your organization as a vehicle for his dangerous ideas, nor can you allow him to hijack and pervert the idea of a single democratic state. As I have said before on numerous occasions, people like Shamir are a threat not only to Jews, but to Palestinians as well. The purpose of the single democratic state is to enlist world democratic opinion in support of the Palestinian cause, yet by allowing ideas like these to infect the anti-Zionist struggle, you are isolating the Palestinians people all the more. You simply cannot ignore this issue any longer.

I am taking the liberty of sending this memo to all board members (including Shamir) and a few other selected individuals.

A prompt response would be appreciated.

Daniel Lazare

2. Shamir replies: Dear Mr Lazare, Why I am more worried about these two news items than about your rant:

1. New York Daily News

< http://www.nydailynews.com/news/ideas_opinions/story/214698p-184881c.html > Charles Krauthammer: Strike before Iran's nukes get hot and

2. Palestinian girl, 13, said killed by IDF fire in Gaza

< <http://www.haaretzdaily.com/hasen/spages/456401.html> >

Now, in the middle of the World War Three frantically promoted by the Jews, you want me to pay attention to your sensibilities?! Should I regret saying that Jews killed girls at Dolfinarium as they kill only girls in Gaza, or what? Today, when hundreds of thousands Jews want to destroy Al Aqsa, my words 'their bloody fanaticism'sound too true to doubt. Do you want me to be a deep believer in Elie Wiesel's narrative? Believe me, the fate of Iran worries me more, much more than the WWII stories. And do not try to browbeat other members, either - we are all used to the ADL talk. But while at it, we can look at your accusations. You ran a long list of my quotes but somehow you did not refute even one of them. Why can't you argue, for instance, against Nr 7 on your list? We can listen to your refuting of it. Nr 11 is just a lie; not in vain you use a doubtful indymedia link. As for Nr 12, *Zavtra* is the only pro-Palestinian publication in modern Russia, standing against the America- led Jews-inspired war. As for others, I stand by my words and ready to listen to your refutation. But such guys as you are not used to refute - it is just Foxmanesque exclamation: 'oh this age-old canard!'It does not work anymore. At first, try to expel Krauthammer from his synagogue and from your union of journalists, then expel me. Otherwise, it looks like you divide tasks job with the Kraut - he calls for war, and you try to shut up those who are against the war. And last but not least - I live in the country in question, while you are elsewhere; much as I value your support for our cause (no irony) it seems that you want to be paid for it, too - by a pound of my flesh. In my view, your jewishness provides you no special standing in the conflict. You are a friendly outsider; try to be more modest.

Israel Shamir < [mailing list shamireaders@yahoo.com](mailto:mailing_list_shamireaders@yahoo.com) > 31 July 2004

La calomnie comme arme des antifascistes

Searchlight the international anti-fascist Magazine

Author: Tor Bach, Sven Johansen and Lise Apfelblum | Date: May 2004 Authors: Tor Bach, Sven Johansen and Lise Apfelblum | Date: May 2004

Israeli writer is Swedish anti-Semite

A man who claims to be one of Israel's leading intellectuals is also a Swedish antisemitic writer. Israel Shamir presents himself on his website as a leading Russian-Israeli intellectual and a writer, translator and journalist. But in 2001 he changed his name to J`ran Jermas and has surrounded himself in Sweden and Norway with antisemites and strange conspiracy theorists.

Voir la suite dans *Searchlight Magazine*, la presse de caniveau de l'extrême-gauche,

spécialisée dans la délation et la calomnie, PO Box 1576, Ilford IG5 0NG • Tel:020 7681 8660 • Fax:020 7681 8650 •
 < <http://www.searchlightmagazine.com/index.php?link=template&story=6> >

La nuit du 4 août, puis celle du 15 août

Maria Poumier

L'un des mérites d'Israël Adam Shamir est de déboulonner la "science historique" telle qu'on la pratique en Occident avec pour résultat une grave désertification de l'esprit. Comme tous les honnêtes gens, il écorne ou encorne à l'occasion les mensonges qu'il trouve pernicieux, mais la déconstruction de la pseudo-connaissance va bien plus loin, quand il montre qu'il y a des configurations mythologiques très anciennes qui ressurgissent au présent, et qui donnent sens au chaos de la désinformation associée à la surinformation. Les schémas découverts par les poètes, non par les universitaires, donnent la clé des labyrinthes. L'Orient, l'Afrique et les autres le savent, et c'est leur force face à la bêtise occidentale. Si vous n'aimez pas Israël Adam Shamir, vous devriez vous mobiliser d'urgence pour que le Petit Robert aussi soit interdit d'urgence; voyez plutôt ce qu'on y trouve:

– Esther, personnage de la Bible, héroïne du Livre d'Esther. Belle juive vivant à la cour du roi de Perse Assuérus, elle épouse le roi, obtient la grâce des juifs, menacés par le vizir Aman et fait élever son cousin Mardochée à la place de ce dernier. Les juifs sauvés massacrent leurs ennemis. (6e éd., 1982, t.2, p.602, pas une virgule n'a bougé dans celle d'avril 2000). – Judith, héroïne juive (fictive) du Livre de Judith. Pour sauver la ville de Béthulie, elle séduit Holopherne, le général ennemi (Assyrien), et lui coupe la tête pendant son ivresse. (id, p. 951)

Si c'est pas antisémite, de résumer les choses comme ça, sans prendre de gants, dans un livre susceptible de tomber entre les mains de TOUS les ados en plus des autres! Dans quelques semaines, on va être prié d'applaudir à l'invasion de l'Iran, comme par hasard justement le pays où se sont distinguées ces dames! Heureusement, les gens sérieux auront remarqué tout de suite que Judith n'est qu'une légende, elle a même pas existé, sans doute pas plus que Judas, ni que Jésus, ni tous ceux qui empêchent le monde de tourner en rond, ouf!

Mais, désolée pour le relent, les gens qui choisissent comme surnom Judith, ça existe. On en trouve par exemple dans la mouvance d'extrême gauche, là où on défend avec courroux Cuba contre les méchants impérialistes américains; on fait des mamours à Tarik Ramadan, on adore le voile à l'école (comme Tony Blair), et on tient absolument à ce que la Turquie rentre dans l'Union Européenne (comme Bush, mais ça c'est un détail). On crache sur Sharon et les sharognards, on vitupère sur la droite, l'extrême droite, le centre, la gauche, les laïcards, le PC. pourri, et on est vachement populaire. C'est pas beau, ça? Et on a de la culture, on sait de quoi on parle, quand on invoque Judith... Personnellement, les mythes, je trouve cela indispensable pour décrire ce qui se passe dans le secret de l'me de chacun, habituellement mal nommée en langage moderne l'inconscient: on a tous une petite judith à exterminer en soi, ce n'est pas un pseudo réservé à d'autres, et il ne faut pas la laisser grandir dans l'ombre propice.

C'est étrange... Les penseurs interdits ont fait avancer le débat à un point incroyable dans la gauche, si bien que le sionisme de gauche a disparu de la scène, mort de honte. Mais le crypto-sionisme, propre aux temps de faiblesse, le remplacerait-il? Pour y voir clair, faut-il admettre que désormais Esther (la vraie, la politicarde qui réussit son coup sans assassiner personne de ses mains propres) partage le boulot de défense de "son peuple" avec Finkelcroc qui gueule dans une tonalité complémentaire, de façon à totaliser les voix au final? A qui gueulera le plus fort, chacun dans son habitat idéologique; le résultat des courses, de toutes façons, ce pourrait être: après la Turquie désirée par les uns, on aura l'Israël adoré par les autres, dans l'Union européenne, et dans celle-ci, la droite et la gauche, les laïcards et les bigots, tous se taperont dessus à bras raccourcis, grâce aux allogènes faméliques et prolifiques, un peu mieux dotés de papiers sonnants et trébuchants, et donc parfaitement à même pour augmenter le merdier, quelles que soient leurs intentions ou leurs opinions. Pour les cathos et les cocos, ça va, ils sont finis, et tout le monde est content quand on leur tape dessus, c'est des sujets qui rassemblent.... C'est ce qu'on appelle la stratégie du chaos, fort bien décrite par Dr Jekyll dans ses applications à l'étranger.

Le problème pour les crypto-sionistes commence avec Europalestine. Europalestine a

mis la barre très haut: "Pas de paix en Europe sans justice en Palestine". Et c'est pas du pipeau, ça veut gagner des élections; et pour gagner des élections, il faut qu'il y ait des gens pour voter. Comme les charmantes personnes de la gauche civilisée étaient sur la côte, le 13 juin, elles n'ont rien vu venir, elles ont fait comme tout le monde, c'est des élections pourries qui servent à rien, je vais protester contre ce cirque bidon (quarante deux listes, non?) et partir tôt à la plage. C'est en banlieue, là où on n'a rien à foutre le dimanche, qu'on s'est dit: tiens, et si j'allais voter, cette fois-ci y a Dieudonné.

Il était une fois un méchant pays plein de gens hautains et dominateurs, dont une partie, située au bout du monde, dans un continent hostile et sillonné par des peuplades, décida de se séparer; ils en avaient assez de boire du thé, ils en jetèrent des cargaisons à la mer. Et ce fut la guerre d'indépendance des Treize Colonies; ils prirent les armes, mais interdirent à leurs nègres comme aux affranchis de les imiter; à quoi les Anglais, peuple dominateur et sûr de lui, répliquèrent comme ils purent et, ne pouvant faire autrement, ils donnèrent des armes aux esclaves, cette espèce de bestiaux exotiques qu'on amenait d'Afrique. Evidemment, c'était risqué: même à des laquais chamarrés comme Videla, Noriega, Saddam et j'en passe, il n'est pas prudent de filer la corde avec laquelle un jour où l'autre ils auront envie de vous pendre. En plus, l'esclave a une très mauvaise habitude, celle de ne rien branler du tout tant qu'on ne le mène pas à la trique, à la cravache ou au knout. Pour qu'il daigne se servir d'un flingue à bon escient, on est donc obligé de lui promettre en échange ce truc dont il rêve, comme s'il y croyait, comme si un être sensé pouvait prendre ça au sérieux: la liberté. Les troupes noires, enchantées de l'aubaine, pleines d'allant dans la bagarre, se virent alors offrir aussi l'abolition dans l'autre camp s'ils voulaient bien combattre.

Désormais tous les Noirs d'Amérique savaient comment obtenir la liberté, et les Libertadors de l'Amérique hispanique eurent à déjouer les efforts des généraux espagnols, prêts à rejouer le même numéro que les Anglais. Voilà comment Simon Bolivar est réputé avoir aboli l'esclavage, de même que cela se fit au Mexique et ailleurs, entre 1810 et 1830. Toutes les armées ont besoin de leurs Sénégalais, ça ne date pas d'hier. En échange, la liberté, ça mobilisait tout le monde, à l'époque, même les seigneurs créoles qui rouspétaient contre les impôts dus à la métropole, l'Espagne, se décrivaient comme des esclaves, abominablement maltraités par la Couronne. Liberté, abolition de l'esclavage, c'étaient les mots magiques du dix-neuvième siècle, toutes les bonnes volontés modernes s'y ralliaient. Puis Bolivar fit fusiller le général Pilar, mulâtre, qui avait des velléités autoritaires dans son fief, avec ses troupes de nègres libres, et que l'on accusa de préparer une "guerre de races". Ailleurs, plus prudents, faisant le bilan de ce genre de complications, d'autres Libertadors disaient: assez de démagogie, plus question de donner nous mêmes des explosifs à ceux que nous exploitons!!! Ce fut le cas au Salvador, par exemple, où le philosophe José Simeon Cañas disait qu'il donnerait sa vie pour libérer l'esclave, tandis que l'évêque José Matías Delgado, également honoré et surnommé "El pacificador".... tirait dans l'autre sens. A Cuba, les Espagnols tenaient bon; il fallut attendre 1868 pour que le parti de l'indépendance déclenche un soulèvement populaire. Comme ailleurs, l'initiateur et héros Carlos Manuel de Céspedes, grand propriétaire terrien et naturellement propriétaire d'esclaves, "donna" la liberté à ses esclaves, qui se battirent de toute leur 'me pour la liberté de Cuba, et pour celle de leurs frères de couleur. Pour la mythologie nationale, son geste est un modèle de générosité, la beauté à l'état pur: il a jeté son capital par la fenêtre, en déclenchant l'abolitionnisme local, au risque que les nouveaux citoyens finissent comme en Haïti par jeter un jour les Blancs à la mer. Celui qui farfouille dans les documents découvre avec stupeur que la "liberté" était étroitement conditionnée par plusieurs années de service militaire obligatoire dans le camp insurgé. N'empêche, le mythe est beau, et ceux qui se rallient à la beauté, en élevant leur 'me, sont les fondateurs de leur nation.

Passons au XXe siècle; à Cuba, comme au Brésil, comme aux États-Unis, on a une constitution, la citoyenneté, le droit de vote. On essaye de ne pas mettre trop de Noirs dans l'armée et la police (mais c'est toujours aussi délicat) et on essaye surtout de leur apprendre à voter comme il faut: les choses se sont compliquées, on a besoin du vote noir pour gagner les élections. Pour revenir à Cuba, le sens démocratique avait fait tellement d'adeptes parmi les combattants noirs pour l'indépendance, sur le champ de bataille de 1868 jusqu'en 1898, que certains s'imaginèrent en 1910 qu'ils avaient le droit, comme n'importe qui, de créer un parti, celui des "Indépendants de couleur". Ils étaient aussi naïfs que démocrates, ils comptaient sur le soutien des démocrates des États-Unis. Résultat, un bon massacre avec le soutien des marines en 1912 leur régla leur compte, leur parti fut interdit, et plus personne n'osa défendre frontalement l'idée que parmi les Cubains pauvres les plus noirs étaient les plus pauvres, ce qui est l'évidence partout où tous les habitants ne sont pas également gris. Un petit futé essaya de

mettre les Noirs dans sa poche, en bloc, au lieu de laisser leur vote se disperser dans le bipartisme régnant: c'était le sergent Batista; relativement coloré lui-même, il avait pris le pouvoir sans effusion de sang par étapes, jusqu'au jour où il se fit élire démocratiquement, avec le soutien des Noirs et des communistes (également fort noirs), ce qui ne plaisait pas du tout du tout à la classe dominante traditionnelle, très blanche. Puis la mafia aidant, ainsi que le suicide politique exigé par Moscou des communistes dans chaque pays d'Amérique latine, Batista une fois président préféra la carrière de valet des Américains, et se fit détester à l'unanimité, ce qui permit à son successeur de prendre le pouvoir avec un vaste soutien populaire et une efficace réforme du logement, de l'éducation et de la santé, qui bénéficiait avant tout aux Noirs, justement. Fidel Castro allant se loger à Harlem lors de l'assemblée générale de l'ONU, c'était le geste magnifique qui le couronna jusqu'à aujourd'hui, et qui fut fait là et quand il le fallait.

Le front anti-europalestine, très composite, s'est constitué, fort alarmé. Les uns s'écrient avec indignation: Europepalatine, le premier vote ethnique en France! Et les autres, qui l'eût cru, en rajoutent: c'est Dieudonné le raciste, il a dressé les blacks contre nous! Mais c'est faux: au Val Fourré il y a 78 nationalités, les dames kurdes refusent les cours d'alphabétisation où s'asseyent des dames turques, les Marocains sont méprisés par les Algériens, les Maliens par les Sri Lankais et ainsi de suite, et au milieu de tout ça, il y a des Gaulois roses et blancs et des Gauloises blondes, qui fréquentent le même marché, respirent le même bon air qui vient du large, et votent eux aussi Europepalatine. Olivia Zémor les a rencontrés. D'un autre côté, oui, si Dieudonné était venu aussi, il prenait le pouvoir sous les acclamations de toutes les couleurs, c'était les soviets ici et maintenant, je te dis pas! Europepalatine a fait prendre conscience à la banlieue de sa force, face au front des Blancs qui choisissent la blanchitude, qui ont sans doute peur de se salir...et qui aident à sauvegarder un minimum de colonialisme blanc au Proche-Orient comme ailleurs, ce front où se retrouvent sionistes, ignares et crypto-sionistes.

De deux choses l'une: ou bien les nobles vraiment nobles de notre société, les dirigeants de l'antisionisme honnête, font leur nuit du 4 août, décrètent l'abolition des privilèges de tous, et se battent pour faire capituler leurs semblables, ceux qui en ont, des privilèges, et qui s'en servent, en particulier ces gens qui mettent ouvertement leur fortune au service de l'Israël et font de la double loyauté leur règle, telle l'Union des patrons juifs de France, à laquelle appartient Mme Nicole Guedj, membre du gouvernement; cela sauvera la Palestine, le problème de la fuite des capitaux qui embête un peu Raffarin sera contrôlé, Europepalatine se répandra comme la flamme, mais tout ce qui n'est pas "défavorisé" dans nos sociétés, juif ou non, y laissera des plumes. Certains non-défavorisés diront mais non, nous ne sommes pas des privilégiés, d'ailleurs les civils israéliens sont comme nous des innocents, nous nous défendons la démocratie, et vous vous êtes tous des négationnistes. Dans le monde actuel, la personne qui jouit d'un statut social, d'un revenu solide, et d'un avenir, c'est un privilégié; celui qui ne le reconnaît pas, ou qui estime que c'est juste, celui-là contribue à aiguïser la guillotine qui un jour, qui dit oui qui dit non, lui dira: je vous attends. La moindre des choses est de libérer ses esclaves, quand on dit se battre pour la liberté; la moindre des choses est de traîner en justice les escrocs les plus puissants, quand on dit se battre pour la justice. La nuit du 4 août 1789, les nobles votèrent l'abolition de leurs privilèges archaïques en grande partie par peur qu'on leur retire le plus important, celui de la propriété; c'était un geste irréfléchi et pas complètement honnête, dans la foulée ils se débarrassaient de leurs obligations militaires et ils ruinaient l'Eglise qui faisait tourner vaille que vaille la chétive sécu de l'époque. Mais c'était un geste indispensable, et un beau geste, dans la mesure où il fraya le passage à d'autres revendications populaires et légitimes. Ces nobles réintégraient la nation, ils ouvraient leurs palais et ils s'ouvraient au peuple, à l'avenir commun. Tous les jours, cette fraternisation est à refaire, et elle est salutaire. Ou bien c'est Judith qui va essayer de faire la maligne, croyant avoir emboîné son monde avec sa verve démagogique, et de sauver un État d'Israël réformé; son but -peut-être inconscient, car elle est tellement imbue de sa beauté, qu'elle la prend pour la supériorité de l'innocence- c'est de décapiter le souverain qui héberge "son peuple" après l'avoir endormi par l'étalage de ses charmes idéologiques; elle sera fière d'augmenter le pouvoir de "son peuple", et le massacre ne s'arrêtera plus aux Palestiniens lointains. Les petits Jud... au masculin qui dans la mouvance de gauche ne pensent qu'à la prise du pouvoir et se voient déjà rois, gr'ce à leurs déguisements coquets, sont encore plus voyants: j'en connais un qui a choisi comme pseudo " le Dauphin heureux"... des petits pas de loup du sionisme à Cuba, chut, faut pas le dire! Mais Judith de nos jours est condamnée: ses armes de salope caractérisées, les gouines rouges, les dures de dures, celles qui n'avaient pas froid aux yeux quand les torchons brûlaient, et qui sont allées au bout de leur logique dans leur jeunesse, ont réussi à les éliminer:

la stratégie du canapé est devenue honteuse, pour nous toutes. Avec la parité, ça ne marche plus: nous sommes habitués, tous et toutes, à exiger la conduite frontale, la conduite virile, les armes de séduction massive de jadis ont été réduites à une force d'appoint d'impact presque nul. Ceux qui ont voté Europaléatine, (comme d'ailleurs ceux qui ont redouté qu'il n'y ait là-dedans qu'une manœuvre démagogique) ont fait savoir qu'ils ne se laissaient pas hypnotiser par les charmes de Judith, et ils constituent une force qui va maintenant exiger beaucoup plus, car le front ethnique de la blancheur est démasqué, et le crypto-sionisme semillant n'y pourra rien changer: Pas de paix au Proche-Orient sans justice en Europe; que les imposteurs, les fabricants de faux crimes antisémites, et les véritables pourvoyeurs de l'Israël en armes, en marchés, en devises, en trafic d'influence, soient jugés par les tribunaux compétents: ça ira autrement plus loin que le boycott du jus d'orange... Les députés israéliens ont semble-t-il voté une loi permettant à leur gouvernement de poursuivre tout "ennemi des juifs" partout dans le monde, ce qui dépasse l'imagination et le règne éphémère de Sharon. Les Européens peuvent commencer par poursuivre simplement chez eux tous ceux qui comme Judith, choisissent les armes les plus viles pour décapiter les nations. Au boulot, Rachel, Ruth et Rébecca, mères et épouses normales de gens normaux: trouvez-nous par exemple les chiffres des millions qui filent en Israël, légalement ou illégalement. Et n'oubliez pas de dire que l'affaire du RER D + les provoc de Sharon appelant les français juifs à trahir leur pays, a occupé toute la forêt de Médialand précisément au moment où quelqu'un, au gouvernement, signait l'achat de drones à l'Israël, qui s'en sert pour bombarder les civils au Liban! Soyons tous des "femmes en noir", de celles qui portent le deuil de l'honneur des juifs, et opérons sur nous-mêmes un début d'abdication des privilèges que confère la moindre accointance avec Judith: le peuple saura aller plus loin.

Pour Alexandre Adler, éditorialiste au *Figaro*, 90% des juifs de France soutiennent peu ou prou la politique de Sharon, et il considère que la presse doit refléter l'opinion de ces gens-là plutôt que l'antisionisme de la rue et des 10% du 1% que représentent les juifs dans la population française; il y a un mois, le 15 août, nous avons assisté à un extraordinaire référendum contre Bush, au Venezuela: en effet, là-bas, c'est une élite juive sioniste qui a organisé l'année dernière un coup d'État raté pour déboulonner le gouvernement populaire: le président qui a tenu 48h, Pedro Carmona Estanca; Isaac Perez Recao, trafiquant d'armes israéliennes et étatsuniennes, Enrique Capriles Radonski, le rabbin Pynchas Brener, qui il y a cinq ans, qualifiait déjà le président Chavez de nouvel Hitler, Federico Alberto Rabel, patron de la chaîne de télévision Globovision, le tout chapeauté par l'ambassadeur des États-Unis Charles Shapiro. Ces gens-là, avec la bourgeoisie indigène et la CIA, ont exigé un référendum, pour faire ratifier le rejet du président élu, à l'époque où ils croyaient qu'ils avaient mis la majorité dans leur poche, et ils sont en train d'infiltrer des paramilitaires (entraînés par l'Israël) par la frontière colombienne. Mais Chavez les a démasqués, et il est clair maintenant pour le monde entier que le Venezuela, riche producteur de pétrole, vient d'être le théâtre du premier vote massif contre tous ceux qui font le jeu de Bush-et-Sharon. Et Judith pourrait bien se retrouver tondue, si mes renseignements sont exacts.

PS: J'ai reçu quelques insultes pour ce texte; les seules objections intéressantes concernent les informations que je transmets sur l'Amérique latine, et qui pourraient être utilisées par les ennemis de la révolution continentale en cours, dans le sillage de Cuba; erreur: ces gens-là ne vont pas se mettre à défendre les opprimés pour les dresser contre les dirigeants anti-impérialistes, ils seraient tout de suite victimes d'effets boomerang; cherchez par exemple dans *Encuentros* des projets ou des commentaires à des projets antérieurs pour améliorer les conditions de vie des Noirs cubains: vous pouvez toujours courir...

Révisé déb sept:

< <http://www.israelshamir.net/shamirImages/Shamir/lanuit.htm> >

Chronologie des vrais-faux actes antisémites (en France):

- . 15 novembre 2003: vrai-faux incendie de l'école juive de Gagny. Le Figaro et l'Express signalent qu'on s'oriente vers une banale histoire d'arnaque à l'assurance;
- . 3 janvier 2004: vraie-fausse auto-mutilation du Rabin Fahri qui passe de statut de victime à celui de suspect.
- . Mai 2004: la 17ème chambre du TGI (Tribunal de Grande Instance) de Paris condamne Axel MoÛse. Il s'adressait lui-même de fausses lettres de menace antisémites.
- . 9 juillet 2004: Marie Leblanc, mythomane se dessine des croix gammées sur le ventre et

se déclare victime d'une agression antisémite, causant "l'émoi" que l'on sait.

. 21 août 2004: un incendie détruit un centre social juif à Paris. On y retrouve des inscriptions à caractère antisémite. L'auteur est arrêté par la police: c'est un employé du centre social.

LE PETIT RAPPORTEUR

Avec une préface-interview scandaleuse d'une certaine Silvia Cattori le livre négationniste d'Israël Shamir, *L'autre visage d'Israël*, réédité en France par les Editions islamistes Al Qalam

Par Jean-Yves Camus

Le 22 octobre 2003, proche-orient.info annonçait la publication conjointe, par les éditions Balland et les éditions Blanche, d'un livre antisémite du négationniste Israël Shamir, qui se présente comme un juif israélien d'origine russe, alors qu'il est converti au christianisme et vit en dehors de l'État hébreu. A la suite de ces révélations, *L'autre visage d'Israël*, comme s'intitule l'ouvrage, a été retiré immédiatement de la vente par les éditions Balland, qui ont procédé à la **destruction** des 3000 exemplaires invendus, tandis que les éditions Blanche, pour leur part, refusaient d'arrêter la vente.

Aujourd'hui, le livre de Shamir est réédité, précédé d'une interview de l'auteur par la militante pro-palestinienne résidante en Suisse, Silvia Cattori. Mais l'éditeur, cette fois, est islamiste. Il s'agit en l'occurrence des éditions al Qalam ("La plume", en arabe, titre de la sourate 68 du Coran), célèbres pour avoir publié, en 1995, et réédité en 2000, l'ouvrage désormais classique dans les milieux proches des Frères Musulmans, du sheikh égyptien al Qaradawi, "Le licite et l'illicite dans l'islam" ainsi que, en 1997, "La sharf'a, le Droit islamique, son envergure et son équité", qui est la thèse de doctorat de Saïd Ramadan.

Au moins aussi irrecevable que le contenu du livre lui-même est celui de l'entretien qu'a recueilli Silvia Cattori. Que lui dit Shamir? Que "Nous sommes en guerre. Nous sommes au début de la troisième guerre mondiale". Qu'après avoir déclenché l'intervention américaine contre l'Irak, "les dirigeants juifs américains et tous ceux qui, aux États-Unis, adhèrent à leurs idées" veulent attaquer l'Iran et la Syrie. Puis, répondant à la question de Cattori: "Quel est l'intérêt de déclencher une troisième guerre mondiale? Quel est le but final? A qui cette guerre profiterait-elle?", il explique: " La troisième guerre mondiale vise à établir un grand empire judéo-américain, pour subjuguier le monde, pour tuer l'esprit, compléter le déracinement de l'homme, selon les mots de Simone Weil". Voilà l'idéologie, classiquement antisémite, dans l'invariance de la théorie nazie du "complot juif mondial", que contribuent à diffuser en France l'éditeur islamiste et Silvia Cattori, dont les textes sont publiés par à peu près toutes les associations pro-palestiniennes: Vigie Média Palestine; l'Association France-Palestine Solidarité Nord-Pas de Calais; Aide Sanitaire Suisse aux Palestiniens; l'International Solidarity Movement; Indymedia; le Réseau Voltaire, etc.... Cet interview, qui aurait été réalisée à Jérusalem en décembre 2003, s'est aussitôt retrouvée mise en ligne par nombre de sites internet de cette mouvance. Mais également par le site d'extrême-droite Altermedia Belgique; le site nationaliste-révolutionnaire français voxnr et les djihadistes islamistes du site français quibla.

Comme lors de la parution de la première édition du livre de Shamir, se pose aujourd'hui la question des éventuelles poursuites que le parquet et les associations anti-racistes peuvent diligenter. Sans cela, la loi Lellouche, une fois de plus, restera lettre morte, et son initiateur n'y sera pour rien.

journalistes@proche-orient.info

< <http://www.proche-orient.info/>

Obligeants, les flics du Château-des-rentiers se sont aussitôt mis en piste

LES AVEUX

La mère Zémor (ex-Lutte Ouvrière) proclame son sionisme haut et fort:

olivia zemor <olivia.zemor@wanadoo.fr> wrote:

Madame Suzanna Espagne, (suzanaespagne@yahoo.fr)

Il y a bel et bien des personnes qui tentent d'infiltrer Euro-Palestine **et qui ne reconnaissent pas les frontières de 1967**, étant pour la destruction de l'État d'Israël. Elles n'ont pas leur place dans Euro-Palestine, dont les bases politiques sont parfaitement claires sur ce point (cf notre profession de foi). C'est tout ce que je dis, je le maintiens et je ne suis pas la seule à l'affirmer.

Quant à la résistance palestinienne, il y a ceux qui se gargarisent de mots et ceux qui la soutiennent concrètement au travers de leurs actions quotidiennes, et nous n'avons certainement pas de leçons à recevoir de vous dans ce domaine, vous qui brillez essentiellement par votre surenchère verbale. Olivia Zémor

EUROPALESTINE devrait s'appeler JUDÉOPALETINE. Ceux qui "reconnaissent" les frontières de 1967 entérinent un formidable vol de terres qui a eu lieu en 1948 à force armée. Les sionistes aux mines de sel! Les sionistes à la lanterne!

NN

@@@@**@@ Il faut nourrir nos amies les bêtes.**

Asked how the battle was going, Commander Abu Mohammad Hilu showed off his latest trophy - a blood-drenched American boot. There was a large bullet hole in the middle. 'We found it after last night's battle,'the commander explained. His colleague, Abu Ali, added: 'Originally there was an American foot inside it and a bit of the leg. But we took it out and threw it to the dogs.'

< <http://www.guardian.co.uk/Iraq/Story/0,2763,1288385,00.html> >

@@@@**@@ Spectacle à la télé** (France 2 le 10 septembre 2004). Le capitaine Evans des forces spéciales US en Afghanistan, dans la région Est: le pauvre malheureux file du pognon à un maire (10.000 \$) qui lui dit n'importe quoi et le balade de pays en pays. Le malheureux capitaine finit par geindre: je vous ai payé un puits et vous n'êtes même pas capables de me dire d'où viennent les roquettes tirées hier soir sur nous? Il se lamente: they don't trust me much in this area; Une conclusion évident: les Afghans se foutent de sa gueule dans les grandes largeurs. C'est un plaisir pour ces paysans à l'intellect raffiné, et joueurs de naissance: ils ont un connard à berner et à rouler dans la farine. Ils s'en donnent à cœur-joie. Comme le dit Al Zaouiri, les Américains vont se faire saigner comme des goretts, ou ils s'en iront en perdant tout. Ils ne sont pas de taille, **intellectuellement**.

@@@@**@@ Chochotte.**

Dans un entretien accordé à *TV Magazine* du 16 juillet, Arthur avait en effet expliqué qu'il se trouvait dans "une situation particulière" pour la rentrée avec Fun Radio: "J'ai appris, disait-il, qu'ils -les dirigeants de Fun Radio- allaient engager un nouvel animateur pour les matinales. Sur le principe, pas de soucis. Quand ils m'ont dit qu'il s'agissait de Cautet, je leur ai fait comprendre (...) qu'il n'était pas possible pour moi de cohabiter sur l'antenne avec lui. Je respecte leur décision de l'engager, mais il leur faut assumer les conséquences de leur choix."

Il poursuivait: "J'appartiens à une communauté très angoissée en ce moment. Et je ne

veux pas que mon nom et mon image soient associés, à travers Fun Radio, à quelqu'un qui justement a dérapé, sur Fun Radio, sur les camps de concentration (...). Aujourd'hui, face à **la banalisation des thèses négationnistes**, je ne peux pas cohabiter sur une antenne radio avec quelqu'un qui compare le camp d'Auschwitz avec un club de vacances (...). Que des excuses aient été faites, sincères ou non, c'était la moindre des choses. Pour ce qui me concerne, tout comme pour ma communauté, ces dérapages ne sont pas acceptables."

Joint par *Le Monde*, Cauet n'a pas commenté cette affaire.[...]

Entre Fun Radio et Arthur, l'affaire devrait se régler devant les tribunaux. Les deux parties demandent aujourd'hui, selon M. Jacobs, la résiliation du contrat qui lie Arthur à la station.

Bénédicte Mathieu, *Le Monde*, 11 septembre 2004.

*Arthur (c'est un faux nom) "appartient à une communauté". Or la loi française ignore les "communautés". Ou elle n'en connaît qu'une: la communauté des êtres humains, le Gemeinwesen des philosophes allemands. On ne voit pas bien qu'une "communauté", tirant son existence supposée des déclarations de quelques individus auto-désignés, puisse exiger des droits spéciaux. Elle serait à ranger, tout au plus, dans le vaste domaine des associations, régies par une loi de 1901. On se demande donc à quelle "communauté" ce minable et pénible comique pourrait bien appartenir, puisqu'il n'ose pas en donner le nom. Celle immense, des comiques ratés? Heureusement, l'actualité vient nous éclairer. Le susdit Arthur vient de perdre un procès en diffamation, contre l'auteur d'une livre intitulé Le Bal des faux-culs. Le tribunal a donc donné tort à Arthur qui prétendait ne pas faire partie de cette communauté. Nous sommes donc renseignés: **la communauté en question est celle des faux-culs!** Il fallait le dire. Merci Arthur!*

@@**@@**@@ www.arabs48.com

Le savant nucléaire Mordechai Vanunu a déclaré souhaiter obtenir la citoyenneté palestinienne. Il a déclaré aux médias qu'il souhaite échanger la citoyenneté israélienne avec une autre, étrangère ou palestinienne. Il a affirmé avoir fait des demandes à plusieurs pays, dont le Danemark, le Canada, la Grande-Bretagne et le Maroc, et aussi à l'Autorité palestinienne par l'intermédiaire des médias. Il est prêt, a-t-il ajouté, à accepter de ces pays la citoyenneté, le passeport ou simplement le refuge. Il faut rappeler que Vanunu a passé 18 ans en prison parce qu'il a dénoncé les capacités nucléaires israéliennes et le danger qu'elles représentaient sur la région dans son ensemble. Dès sa sortie de prison, il a déclaré être devenu chrétien, il refuse de parler hébreu, qu'il a remplacé par l'anglais.

@@**@@**@@ «Il est poignant et atroce que la *Nakba* a eu lieu, bien sûr. Cependant, il est bien plus inquiétant que son esprit pernicieux agisse encore librement dans notre région et qu'il en sera ainsi jusqu'à ce que l'ensemble des complicités de la *Nakba* soient complètement analysées et élucidées. Les Israéliens n'ont jamais reconnu les préjudices qu'ils ont commis contre les Palestiniens. Il n'y a eu aucun "tribunal de Nuremberg" palestinien, aucune commission de vérité et réconciliation. Au contraire, **l'histoire de la *Nakba* est soit ignorée, soit niée par la plupart des Israéliens.**»

"La *Nakba* ne s'est pas terminée en 1948." Par Samah Jabr. Mai 2004. Traduit de l'anglais par E.Colonna. *The Washington Report on Middle East Affairs*

@@**@@**@@ 8 septembre 2004 Bobby Fischer, le champion d'échecs, connu comme révisionniste, a obtenu d'un tribunal de district un ordre de suspendre la décision de le déporter vers les États-Unis. Comme Vanunu, il a déclaré renoncer à sa citoyenneté d'origine.

@@**@@**@@ **Roger Garaudy, *Les mythes fondateurs de la politique israélienne:***

< <http://massjid.free.fr/books/mythes.pdf> >

Édition fabriquée à partir de la version donnée par le site radio-islam. Diffère donc de celle de l'AAARGH.

@@@@**@@** Une bibliothèque avec des textes intéressants. < <http://alternative.lautre.net/biblio/> > Cliquer sur une lettre pour avoir une liste de textes/auteurs. La Bibliothèque d'Alternative Libertaire. C'est une brocante. on trouve de tout, à pas cher.

@@@@**@@** Fausse agression RER D. Acrimed publie une synthèse sur la fausse agression du RER D: < www.acrimed.org/rubrique273.html >

@@@@**@@** De la vidéo! Qui veut acheter des vidéos de comédies sexuelles bavaroises ? Ça existe. C'est une spécialité: par exemple: *Baisers d'amours d'une culotte de peau*. Il y en a six cassettes... < http://www.germanvideo.com/sex_comedies/sex_list.html >

@@@@**@@** Pour entrer en contact avec les organisateurs de la Conférence internationale pour le droit au retour des réfugiés palestiniens: Dialogue, 87, rue du Faubourg Saint-Denis 75010 Paris – France j-p.barrois@wanadoo.fr Pour soutenir financièrement: même adresse, chèques à l'ordre de "Les Amis de Dialogue"

+++++

This site contains copyrighted material the use of which has not always been specifically authorized by the copyright owner. We are making such material available in our efforts to advance understanding of environmental, political, human rights, economic, democracy, scientific, and social justice issues, etc. We believe this constitutes a 'fair use' of any such copyrighted material as provided for in section 107 of the US Copyright Law. In accordance with Title 17 U.S.C. Section 107, the material on this site is distributed without profit to those who have expressed a prior interest in receiving the included information for research and educational purposes. For more information go to: <<http://www.law.cornell.edu/uscode/17/107.shtml>>. If you wish to use copyrighted material from this site for purposes of your own that go beyond 'fair use', you must obtain permission from the copyright owner.

Si vous désirez recevoir OU NE PAS RECEVOIR la *Gazette du Golfe et des banlieues*, faites-le savoir à >gazettegb@yahoo.fr<
If you wish to receive OR NOT RECEIVE the Gazette, please drop a note to >gazettegb@yahoo.fr<
Les anciens numéros sont en ligne à
><http://ggb.0catch.com><
Former issues are on line at the above URL

OTHER AAARGH MONTHLY PUBLICATIONS

< <http://lrestodelsiclo.spaziofree.net> >
< <http://aaargh-international.org> >

El Paso del Ebro

Das kausale Nexusblatt

The Revisionist Clarion

Il Resto del Siclo

Conseils de Révision